

PD-ABL-245

**EVALUATION FINALE DU PROGRAMME OPG DE L'A.I.D.
EXECUTE PAR CARE/COMORES
(OPG 602-002)**

**PROJET DE VULGARISATION AGRICOLE
NORD NORD-OUEST D'ANJOUAN
(VANNA)**

RAPPORT FINAL

par
Mike BESS
Richard PELLEK
Ahmed DJABIR

Août 1994

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	1
1. RESUME	2
2.0 SUIVI ET EVALUATION	6
2.1 Objectifs de la Cellule Suivi et Évaluation	6
2.2 Mise en oeuvre du mécanisme de suivi et d'évaluation	6
2.3 Réalisation des objectifs de suivi et d'évaluation	7
2.3.1 Enquête d'adoption	8
2.3.2 PIC et Fiches Récapitulatives	9
2.3.3 Enquêtes de marché et Analyse du Budget la ferme	11
2.4 Parcelles de Suivi	12
3.0 FORESTERIE	13
3.1 Objectifs de la Cellule Foresterie	13
3.2 Mise en place de la Cellule Foresterie	13
3.3 Réalisation des objectifs de la Cellule Foresterie	13
4.0 AGRONOMIE	15
4.1 Objectifs de la Cellule Agronomie	15
4.2 Mise en place de la Cellule Agronomique	15
4.3 Réalisation des Objectifs de la Cellule Agronomie	15
5.0 FORMATION ET VULGARISATION	17
5.1 Objectifs de la Cellule Formation et Vulgarisation	17
5.2 Mise en oeuvre de la Cellule Formation et Vulgarisation	18
5.3 Réalisation des objectifs de Formation et de Vulgarisation	18
6.0 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	20
6.1 Objectifs de la Cellule developpement communautaire	20
6.2 Mise en oeuvre du Développement Communautaire	20
6.3 Réalisation des objectifs de Développement Communautaire	21
6.3.1 Plan d'Action Communautaire	22
6.3.2 Education Environnementale	23

7.0	GESTION, ADMINISTRATION ET FINANCES	24
8.0	CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS	25
8.1	Hypothèses et attentes-clefs	25
8.2	Enseignements-clefs	27
	8.2.1 Paquet Technique, "Propriété Communautaire" et Pérennité	28
	8.2.2 L'approche des Systèmes de production	29
	8.2.3 Capacités de contrepartie du Gouvernement	30
	8.2.4 Education Environnementale	30
8.3	Conclusions Générales	31
ANNEXES		34
	Annexe 1 : Liste des personnes ressources	
	Annexe 2 : Evaluation Programme	
	Annexe 3 : Bibliographie	
	Annexe 4 : Evaluation Field Visit Methodology Criteria, Diagnostic Monitoring and Evaluation of ASAP/VANNA Project Sites, August 1994	
	Annexe 5 : Termes de référence de l'évaluation	
	Annexe 6 : Summary of Project Logical Framework and Achievements	
	Annexe 7 : Detailed Forestry and Agronomy Observations	

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AID	Agency for International Development
AIP	Annual Implementation Plan (CARE)
ASAP	Anjouan Sustainable Agriculture Project (VANNA)
CADER	Centre d'Appui au Développement de la Production Agricole (pré-CEA)
CEA	Centre d'Encadrement Agricole (après-CADER)
CEFADER	Centre Fédérale d'Appui au Développement Rural
CNDRS	Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique
DRINE	Projet du Développement Rurale Intégré Nord Est Anjouan (FED)
DRS	Défense et Restauration des Sols
DRSA	Défense et Restauratuion des Sols d'Anjouan (projet précédent)
EOP	End of Project
FAC	Fonds d'Aide et de Cooperation (France)
FADC	Fonds d'Appui au Developpement Communautaire (World Bank-financed)
FAO	Food and Agriculture Organisation of the United Nations
FC	Franc Comorien
FED	Fonds Européen du Développement (European Development Fund)
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole (IFAD)
FMI	Fonds Monétaire International (IMF)
FY	Fiscal Year
GFIRC	Government of the Federal Islamic Republic of the Comoros
GOC	Gouvernement de la République Fédérale Islamique des Comores
IMF	International Monetary Fund
IRDA	Institut de Recherches pour le Développement Agricole
LAE	Ligne Anti-Erosive (Anti-Erosion Line)
LSCP	Anjouan Land and Soil Conservation Project
LOP	Life of Project
MDRPE	Ministère du Développement Rural, de la Pêche et de l'Environnement
NGO	Non-Governmental Organization
OPG	Operational Program Grant (AID)
PACD	Project Activity Completion Date
PADR	Projet d'Appui au Développement Rurale (FAC)
PANSAC	Projet d'Appui à la Nouvelle Stratégie Agricole des Comores (FAC)
PAM	Programme Alimentaire Mondiale (World Food Programme)
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PIC	Plan Individuel de Champs
PIE	Programme Intermédiaire d'Evaluation (CARE)
PIR	Project Implementation Report (CARE)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP)
REDSO/ESA	Regional Economic Development Services Organisation for Eastern and Southern Africa (AID)
RTA	Regional Technical Advisor (CARE)
SDI	Site de Développement Intensif
VANNA	Projet de Vulgarisation Agricole du Nord et Nord-ouest d'Anjouan

1. RESUME

Une équipe, composée de Mike Bess (Économiste, chef d'équipe), de Richard Pelleck (Conseiller en Ressources naturelles REDSO-ESA) et de M. Ahmed Djabir, Directeur général du Développement rural (MDRPE), a effectué une évaluation finale du projet de Vulgarisation Agricole Nord-Nord Ouest d'Anjouan (VANNA) de CARE-Comores, du 9 au 23 août 1994. Madame Cheryl Anderson-Käi (Chef de Projet REDSO-ESA), Monsieur M. Malik (Responsable Financier du RFMC, Nairobi) et Monsieur Claude St-Pierre, Directeur National de CARE-Comores, se sont joints à l'équipe du 17 au 22 août.

L'équipe d'évaluation a rencontré tous les principaux agents du projet VANNA, beaucoup de vulgarisateurs du projet, des responsables du Gouvernement de la République Fédérale Islamique des Comores, d'autres bailleurs de fonds, des paysans ainsi que d'autres gens (Annexe 1) au cours du programme d'évaluation (Annexe 2). Une large documentation fut consultée (Annexe 3). Huit des zones cibles du projet VANNA ont été visitées (sites de Développement Intensif - SDI). Des questionnaires simples et pratiques ont été distribués et évalués au cours de la mission (Annexe 4). La méthodologie de l'évaluation était conforme au plan de travail préparé conjointement par CARE-Comores et REDSO-ESA et remis à l'équipe d'évaluation en français et en anglais (Annexe 5).

L'équipe d'évaluation du projet VANNA a déterminé ce qui suit:

- La plupart des objectifs définis dans le Cadre Logique (incluant l'Amendement No. 4 à l'accord initial) ont été atteints ou dépassés durant le projet (voir tableau 1);**
- Le niveau de participation des paysans dans la définition de leurs besoins et dans l'adoption du paquet technique, proposé par le projet, a augmenté considérablement depuis l'évaluation à mi-parcours de décembre 1991;**
- Le niveau de compétence, de confiance, de motivation et de dévouement du personnel du projet est élevé et ce, tant chez les techniciens (chefs de cellules et assistants) que chez les vulgarisateurs; et**
- L'expérience acquise, l'information et les données recueillies, la formation et le savoir faire acquis par les paysans et autres participants du projet continueront de jouer un rôle important dans le développement rural des deux zones d'intervention du projet (Ouani et Boungouéni) et devraient jouer un rôle important dans la mise en place de la stratégie agricole du Gouvernement comorien (promue par la Banque Mondiale).**

Le projet VANNA a constitué une base de données importante allant de l'analyse des prix des marchés aux enquêtes d'adoption du paquet technique par les

paysans. L'équipe a recommandé que ces données soient conservées pour servir ultérieurement, notamment au CNDRS (Centre National de Documentation et de Recherches Scientifique) et à l'IRDA (Institut de Recherche pour le Développement Agricole). Des plans de développement de sites¹ existent pour tous les sites et des comités de site sont actifs sur quinze des dix-sept sites du projet. Une formation considérable aux méthodes de vulgarisation et à l'approche participative a été offerte aux vulgarisateurs. Leur aptitude à interagir avec les paysans ainsi que leur niveau de confiance et leur compréhension des besoins des paysans ont augmenté de façon remarquable depuis l'évaluation à mi-parcours.

L'approche du projet est demeurée flexible et innovatrice. La plupart des recommandations de l'évaluation à mi-parcours, incorporées dans l'amendement au projet VANNA (No. 4 de mars 1994), ont été acceptées et actualisées (Annexe 6). L'amélioration de l'approche communautaire du projet depuis l'évaluation à mi-parcours a été remarquable. Les paysans participent plus activement à la définition des objectifs, à la planification de leur production et à l'évaluation des performances du projet, qu'ils ne le faisaient il y a trois ans.

Les vulgarisateurs sont davantage des avocats défenseurs des besoins des paysans et des agents de changement que des pourvoyeurs d'intrants comme c'était le cas dans le passé. Le changement dans les relations paysans/vulgarisateurs au cours des dernières années est considérable. Les deux travaillent désormais d'une manière plus participative à l'identification des besoins et à la définition des solutions qu'ils ne le faisaient par le passé. Il est espéré, que même après la fin du projet VANNA, cette indépendance et cette motivation accrues continueront à se développer, au moins parmi les paysans les mieux placés, les plus motivés et les plus compétents.

Tel que mentionné dans l'évaluation à mi-parcours et lors de nombreuses rencontres avec le Gouvernement comorien et d'autres responsables, le projet VANNA a développé une équipe de personnel national responsable avec un bon esprit de corps. Le personnel expatrié du projet a été réduit de cinq en 1990 à deux à partir de 1992. Cette réduction était le résultat d'une décision éclairée de la direction du projet et appuyée par CARE et USAID. La formation et l'assistance technique nécessaires à l'accroissement des compétences existantes du personnel ont été fournies. L'équipe de l'évaluation finale espère que le savoir, acquis par le personnel national comorien, sera mis à profit pour appuyer le développement des Comores.

Les objectifs du projet; accroissement de la productivité agricole, amélioration de l'accès aux ressources et diversification de la production agricole, ont

¹ Un site ("Site de développement intensif/SDI"), tel que défini par le projet, est une zone agricole désignée par les paysans et le projet comme un foyer de vulgarisation. Un site comprend entre 300 et 500 exploitations familiales (500 à 700 parcelles). Le projet travaille avec entre 100 et 200 paysans sur chaque site (limites imposées par des contraintes de personnel, d'intrants, de logistique, etc.). Il y a 17 sites à l'intérieur des deux zones (maintenant appelées "CEA/Centres d'encadrement agricole", précédemment appelées "CADER/Centre d'appui au développement rural") de Ouani et Boungoueni.

largement été atteints tout comme ceux concernant les paysans qui n'ont pas participé directement au projet.² Les interventions du projet sur le terrain ont répondu au but et généralement permis d'atteindre ce dernier. Ceci a été accompli en démontrant que la stabilisation des sols, l'accroissement de la fertilité et la diversification de la production permettent l'amélioration de la sécurité alimentaire des paysans tout en améliorant l'environnement des sites.

L'équipe d'évaluation a, en outre, tiré les conclusions suivantes:

- Les états financiers des ressources financières et physiques sont actualisés et transparents;
- Les procédures de clôture et de transfert du matériel végétal de valeur et des autres matériels utiles ont été bien respectées par le personnel de VANNA;
- Une enquête d'adoption particulière était menée en 1994 sur l'enquête du paquet technique de VANNA, pour répondre à la question à savoir si les activités de VANNA ont influencé ou non les paysans non concernés formellement par les activités de sites. Les résultats ont montré un degré de diffusion aux environ de 32% pour les activités de terrasses en gradin chez les paysans hors-site; et de 30% pour la plantation d'arbres et de haies vives. Bien que les plants d'arbres étaient librement accessibles aussi bien pour les plantations sur-site que hors-site, les boutures ne l'étaient pas. Le taux élevé de diffusion doit donc être attribuable à l'utilisation du matériel disponible sur place et à la reproduction des techniques; et,
- Comme le projet VANNA arrivait à échéance, les techniques de Suivi et d'Evaluation devenaient plus sophistiquées, surtout par rapport à la participation des paysans sur-site et hors-site. Pour cela, le personnel du projet VANNA devait constamment revoir les prémisses et les hypothèses pour réagir en conséquence.

Durant les deux premières années, le projet VANNA a réalisé ses objectifs de réduction de l'érosion du sol et de protection du sol. Par contre, il a réalisé une partie seulement de ses objectifs de restauration de la fertilité du sol ou de la participation active des paysans.

² Le projet divise en trois groupes les fermiers des deux zones de Ouani et de Boungoueni. Il y a 17 sites entre les deux zones. A l'intérieur de chaque site (sur-site), il y a des paysans qui participent aux activités du projet. Le nombre de paysans sur-site dépend de leur motivation, des capacités du projet, de la disponibilité des intrants, etc. Il y a une deuxième catégorie de paysans qui possèdent des parcelles à l'extérieur des 17 sites (hors-site), mais situées près de la zone. Plusieurs paysans sur-site (et même la plupart dans certains endroits) possèdent également des parcelles à l'extérieur du site (hors-site), et vice versa. De plus, il y a des villages qui se trouvent dans des zones qui n'ont pas de site dans leur entourage (ex.: des villages sans paysans ou avec très peu de paysans qui ont des parcelles sur-site). Ces paysans sont classés "sans sites". Ces distinctions sont très importantes pour déterminer dans quelle proportion le paquet technique a été disséminé à l'extérieur des zones cibles du projet.

La réorientation du projet, (débutée en mars 1992, au cours de la deuxième année du projet (avec le nouveau chef de projet) et après l'évaluation à mi-parcours), a donné lieu à une plus grande emphase sur le développement communautaire. Ceci a entraîné, en retour, une participation croissante des paysans aux activités du projet. Au cours des deux dernières années, les paysans ont commencé à discuter de leurs problèmes, à travailler avec les vulgarisateurs et le personnel des autres projets afin d'analyser ces problèmes pour chercher et trouver des moyens de les résoudre.

C'est là, un des aspects les plus importants et les plus marquants de l'évolution du projet. Les paysans visités par l'équipe de l'évaluation finale ont apprécié cette approche participative et évolutive, et l'équipe d'évaluation croit que ces nouvelles approches continueront d'être appliquées par beaucoup de paysans avec ou sans la présence du projet. Ceci prouve que les paysans se sont "appropriés" les messages du projet, le paquet technique et l'approche.

Un aspect essentiel de l'approche du projet est l'acceptation du fait que le projet ne peut pas résoudre, et ne devait pas résoudre, tous les aspects des problèmes de chaque paysan ou de chaque village. Le projet (un projet agricole) a plutôt aidé les gens à s'organiser et à se mobiliser pour identifier leurs besoins et leurs ressources. Le projet a, par la suite, orienté et fourni toute autre assistance possible pour aider les paysans et les communautés à résoudre ces problèmes. Ceci a amené le projet à jouer un rôle de catalyseur pour aider les paysans et les communautés à bénéficier du concours des autres projets (exemple: le FADC, le projet de caisses d'épargne et de crédit autogérées SANDUK", etc.).

La formation des paysans ne s'est pas limitée à la formation technique (ex.: la protection des sols et les restaurations de leur fertilité, l'approvisionnement en semences améliorées, etc.). Le projet a aussi travaillé avec les paysans pour améliorer la gestion des sites et promouvoir l'organisation des paysans et de la communauté (comités de sites, comité villageois, associations, etc.). Chacun de ces aspects de l'exécution du projet a donné lieu à une adoption accrue des approches développées par le projet.

Le projet VANNA a développé de bonnes relations avec les autres projets en activité à Anjouan. Ceci est le résultat de consultations, de soutien technique et logistique et de formation. Tout au long du projet, VANNA a assumé, certaines responsabilités pour faciliter la coordination des activités avec les autres projets à Anjouan et promouvoir même certaines de leurs approches. Ceci devrait être examiné et revu par ceux qui sont impliqués dans le processus de développement, aussi bien au niveau local (régional) qu'au niveau national car le projet a joué un rôle d'agent de liaison et de catalyseur afin d'établir sa crédibilité vis-à-vis des paysans, et devenir, de ce fait, un agent de changement du monde agricole plus efficace.

Cette coordination a eu pour résultat, une harmonisation accrue entre les différentes agences en activité dans le secteur rural à Anjouan, spécifiquement dans

des domaines tels que la formation, l'application des paquets techniques, la vulgarisation, l'uniformisation des politiques de prix (ex.: pour les arbres, les boutures, etc) et la recherche agronomique. D'ailleurs ce niveau de coordination a servi à asseoir une base favorable à la réalisation d'un plan de développement global pour Anjouan. Un tel plan peut constituer la base par laquelle serait coordonnée toute l'aide fournie au secteur rural à Anjouan et par laquelle serait disséminée l'information de façon uniforme, et dont émaneraient certaines directives pour en mesurer l'impact à travers des techniques cohérentes de suivi et d'évaluation. Le projet VANNA a jeté les bases pour de tels projets et développements dans le futur auxquels le Gouvernement à ouvertement souscrit et supporté les efforts du projet dans ces domaines.

Le tableau 1.1 (Annexe 6) présente la structure du projet (amendé en mars 1992) avec un résumé des objectifs atteints. Ceux-ci sont traités avec plus de détail dans les sections suivantes.

2.0 SUIVI ET EVALUATION

2.1 Objectifs de la Cellule Suivi et Évaluation

Le projet était chargé de mettre en place des mécanismes efficaces de suivi et d'évaluation avec la Cellule Suivi et Evaluation. Les mécanismes sont conformes à ceux exposés dans l'OPG de l'A.I.D. en 1989. Les objectifs de la cellule ont été révisés en mars 1992 suivant l'Évaluation à mi-parcours du projet. Ceux-ci incluaient la garantie que les communautés aient leur place au sein du système de suivi et d'évaluation et l'assurance que ce système fournisse des évaluations précises des avantages économiques du paquet promu par le projet, et que les messages de vulgarisation soient revus chaque saison en fonction des résultats du système de suivi et d'évaluation.

2.2 Mise en oeuvre du mécanisme de suivi et d'évaluation

Les principales tâches de la Cellule Suivi et Evaluation comprennent la collecte des données, le suivi et l'évaluation des progrès sur les parcelles des paysans (PIC, Plan Individuel des Champs) jusqu'aux plans d'action annuels des cellules et du projet. Des parcelles de suivi ont été établies sur des champs de vulgarisateurs et des champs de paysans modèles, pour mesurer l'impact des interventions développées par le projet. Ces parcelles ont permis de démontrer visuellement l'impact de certains éléments du paquet technique du projet.

Les développements sur les sites et les parcelles ont été évalués de près par la cellule à la fin de chaque saison. Elle faisait ensuite le bilan annuel avec les

paysans et les vulgarisateurs, de façon formelle ou informelle. Les résultats ont été discutés et les leçons apprises ont été utilisées dans la planification et la réalisation d'activités futures du projet. Ces résultats sont discutés à la fin de chaque saison, au cours d'une session annuelle. Chaque Cellule élabore ses propres plans en accord avec les autres, et chaque cellule fournit les indicateurs devant servir à mesurer ses performances. Ceux-ci sont ensuite incorporés dans un plan de travail annuel global.

La Cellule Suivi et Evaluation fait le suivi des performances sur la base de ces indicateurs. Si une cellule donnée du projet n'atteignait pas ses objectifs, le personnel du projet en cherchait les raisons et la façon d'ajuster les objectifs en conséquence. Les discussions se tenaient périodiquement avec les paysans et les vulgarisateurs pour recueillir des informations et des commentaires sur le déroulement du projet. Les vulgarisateurs étaient évalués trois fois dans une saison en même temps que leur travail.

2.3 Réalisation des objectifs de suivi et d'évaluation

L'équipe d'évaluation a été impressionnée par le système mis en place par la Cellule Suivi et Evaluation. La méthodologie de Suivi et d'Evaluation, telle que présentée ci-dessous à la section 2.2, représente une gestion pratique, appropriée et adaptée dans sa plus belle expression. Le système fournit au projet les informations nécessaires pour adapter et modifier ses stratégies. Il fournit des informations qui permettent aux paysans, aux vulgarisateurs, aux techniciens et aux autres concernés de s'asseoir, de discuter des résultats, de faire le diagnostic des problèmes et d'adapter la méthodologie de collecte de l'information pour la rendre conforme aux exigences du terrain. Le fait que la Cellule ait été aussi active au cours des dernières années et généré autant d'informations utiles, est d'autant plus remarquable, considérant la mort prématurée de son Chef à la fin de l'année 1993. Le Chef du projet et l'adjoint de la Cellule ont poursuivi le travail jusqu'à présent.

La Cellule a accumulé une impressionnante quantité d'informations utiles et pertinentes et il serait dommage que ces informations se perdent. Une des recommandations du projet est que CARE s'assure que ces informations soient transférées aux autorités comoriennes concernées, de façon à pouvoir servir dans le futur. La base de données du projet contient des informations utiles et fiables de 1991 à ce jour. Les informations antérieures sont aussi utiles mais moins fiables, car les techniques d'échantillonnage et les méthodes de collecte des données n'étaient pas aussi fiables que celles utilisées depuis 1991. L'équipe suggère que le projet et le Gouvernement envisagent le transfert de ces informations au CNDRSet à l'IRDA.

2.3.1 Enquête d'adoption

Le projet a mis en place une vaste base de données pour les activités de suivi et d'évaluation du projet. Une enquête d'adoption a été menée en 1994, pour apprécier l'impact du projet sur les paysans sur-site et hors-site, des deux zones du projet (Ouani et Boungoueni). Les résultats de cette enquête sont encore analysés en ce moment et furent analysés par l'équipe d'évaluation. Le PIC du projet et les fiches récapitulatives (voir plus bas) ainsi que d'autres informations (exemple: le recensement de 1992) sont utilisés pour l'analyse des résultats et pour une extrapolation aux zones couvertes par l'enquête d'adoption.

"L'objectif principal de l'enquête était de mesurer le degré d'adoption du paquet technique du projet dans les zones avec peu ou sans efforts de vulgarisation, pour voir si les paysans, dans la zone du projet (les zones de CADER de Ouani et Boungoueni), ont mis en oeuvre le paquet technique recommandé là où ils n'ont pas reçu d'aide extérieure (projet); le degré de diffusion au niveau des paysans non liés au projet; et le niveau d'adoption des différentes technologies".³

L'analyse préliminaire est très encourageante. Sept cent trente-trois (733) paysans ont été interrogés. Trois cent trente-huit (338) ou 46% ont des parcelles sur-site, et six cent cinquante (650) ou 88% ont des parcelles hors-site. Ces deux chiffres reflètent l'extrême fragmentation des propriétés des paysans et le côté arbitraire de la délimitation d'un site (exemple: la plupart des paysans qui travaillent avec le projet sur-site, ont aussi des parcelles hors-site). Plus de 80% des personnes interrogées connaissaient le projet. Un résultat intéressant de l'enquête est que moins de 3% utilisent le PAM et le TCV (travail contre vivre). Ceci contraste avec un chiffre beaucoup plus élevé obtenu au cours du précédent projet DRSA et avec le début du projet actuel.

Plus de 25% des paysans ont du vétiver et pratiquent ainsi les mesures anti-érosives⁴. Extrapolé sur la zone du projet, ceci révèle que quelques 2 500 familles de paysans ont planté des lignes anti-érosives. Cependant, 10% seulement des personnes interrogées prétendent les entretenir (un mandat pour l'entretien des mesures anti-érosives). Ce bas niveau est en partie attribuable à une erreur d'énumération (la question était physiquement placée là où l'enquêteur pouvait facilement la manquer). Cependant cela laisse penser que le vétiver a probablement d'autres usages (autres que celui limité, de la construction de toiture). De la matière organique était

³ Adoption of ASAP Technical Package 1994 (Site - Off Site). Draft, 15 août 1994.

⁴ Le terme "mesures anti-érosives" (MAE) est utilisé dans la documentation originale essentiellement pour désigner les lignes de contour et principalement de vétiver. Le terme utilisé par les paysans, les vulgarisateurs et le personnel du projet est "ligne anti-érosive/LAE". Cette appellation sera utilisée dans le texte par souci d'uniformité.

incorporée dans le sol chez plus de 30% des champs des paysans interrogés. Les haies vives et l'agro-foresterie sont aussi pratiquées par plus de 30% des paysans.

Alors qu'aucune question n'était posée sur la diversification des cultures, il serait étonnant que les paysans adoptent d'autres aspects du paquet technique du projet (haies vives, arbres, engrais organique, stabulation des vaches) sans adopter les semences et les variétés améliorées pour augmenter leur production. Quand on compare avec les autres résultats de Suivi et d'évaluation du projet (PIC, fiches récapitulatives, etc, voir en bas), il y a de bonnes raisons de croire que l'adoption de la diversification des cultures a eu lieu avec la même ampleur que pour les autres éléments du "paquet technique".

Du point de vue de l'Evaluation Finale, l'"Enquête d'Adoption", combinée à d'autres informations de Suivi et d'Evaluation, offre des informations très utiles. Dans un sens strictement quantitatif, ces données fournissent des indicateurs plus que suffisants des réalisations à ce jour. L'adoption des lignes anti-érosives est restée en dessous du Cadre Logique révisé en 1992 (approximativement 2 500 contre l'objectif 3 000). De toute façon, la culture sur billon a probablement dépassé les objectifs fixés (plus de 3 000 comparé à un objectif de 3 000). Aussi, la fertilité accrue du sol et la productivité, par voie de conséquence, ont été adoptées par plus de paysans que ne le projetait le Cadre Logique. La diversification des cultures et les bénéfices améliorés des paysans font partie de la gamme d'attentes présentées dans l'amendement OPG.

Cependant, l'information la plus importante fournie par l'"Enquête d'Adoption" (et analysée par les autres instruments de suivi et d'évaluation du projet) est qualitative. Elle montre que plus de 30% de tous les paysans qui n'ont pas participé au projet, ont adopté le gros du paquet technique du projet. Ceci prouve que la diffusion des techniques développées par le projet, s'est faite en dehors du projet. Ceci signifie que les paysans n'ont pas seulement reconnu les bénéfices du paquet, mais qu'ils ont aussi obtenu les moyens d'acquérir ce paquet(exemple: semences, boutures, plants, ensemencement, etc.) par des sources autres que le projet.

2.3.2 PIC et Fiches Récapitulatives

Au tout début de l'exécution du projet, un formulaire appelé Plan Individuel de Champs (PIC), fut élaboré. Le PIC était destiné à être remis à la fin de chaque saison agricole, à chaque paysan qui a travaillé avec le projet. Il était extensif et examinait toute activité développée par le projet. Un nouveau Chef de projet, qui s'est aussi donné comme responsabilité principale le suivi et l'évaluation, est arrivé au début de l'année 1991 et a commencé à travailler sur le PIC pour le rendre plus pertinent au projet (ex.: fournir des informations plus appropriées pour la réalisation des objectifs du projet). L'équipe d'évaluation à mi-parcours a travaillé avec la Cellule Suivi et Evaluation pour raffiner le PIC et sa méthodologie.

Le projet a continué à peaufiner le PIC et sa méthodologie depuis 1991. Il fournit d'ailleurs les mesures historiques (inter-temporel) sur les systèmes agricoles, les plants, l'utilisation des différentes composantes du paquet technique du projet (billons, clôtures, boutures, jeunes plants, nouvelles semences, etc.) et les mesures tant qualitatives que quantitatives de l'application de ces techniques. Plutôt que d'être adressés à chaque paysan participant au projet, les PIC sont distribués au hasard, par échantillonnage. Entre 400 et 500 PIC ont été distribués à 537 paysans sur site, à la fin de l'année 1993-1994, sur plus de 4000 paysans travaillant sur le projet). Les techniciens du projet et les deux chefs de CADER, ont supervisé l'exécution de l'enquête et ont participé à son analyse.⁵

Le projet a ensuite distribué un autre instrument d'enquête, appelé "fiche récapitulative", à tout les autres paysans sur-site (1 597 en 1993-94) qui participaient aux activités du projet. Les informations capitales qui ont été obtenues par les PIC ont été complétées par d'autres indicateurs du projet par le biais des fiches récapitulatives. Ceci a fourni plus d'informations globales et des moyens inter-temporels pour:

- 1) Vérifier les résultats des PIC; et
- 2) Mesurer l'impact sur les parcelles des paysans participant en dehors du projet.

Les PIC et les fiches récapitulatives sont gérés par les agents de vulgarisations du projet. Les vulgarisateurs sont impliqués depuis 1991 dans la préparation des PIC et des fiches récapitulatives. Ils connaissent les questionnaires et leur utilisation, et sont donc mieux placés pour les gérer (ce qu'ils ont fait). Ils étaient ensuite associés à la vérification des résultats et à l'analyse des conclusions.

Les aspects sociaux qualitatifs de ces résultats ont été mesurés et discutés par la Cellule de Développement Communautaire avec tout le personnel concerné. Les techniciens et les vulgarisateurs rencontraient par la suite les paysans et les villageois pour discuter des résultats (ex.: pourquoi les terrasses sont ou ne sont pas entretenues, pourquoi les paysans ont planté une culture plutôt qu'une autre, etc.). Ces rencontres, appelées réunion bilan, fournissaient aux paysans et au personnel du projet d'excellents moyens d'identification des forces et des faiblesses de l'approche.⁶

⁵ Comme noté précédemment, il y a 17 sites dans le projet. Chaque technicien du projet est responsable, en plus de ses activités quotidiennes (agronomie, foresterie, etc.), du suivi des activités sur deux sites. Les techniciens visitent chacun des sites au moins une fois par semaine. En plus, ils sont particulièrement familiers avec tous les aspects de l'exécution du projet sur leur site (du développement communautaire à la foresterie, du suivi et évaluation à l'agronomie). Ce système a été mis en place par l'actuel chef de projet et représente une approche efficace pour la gestion, la vulgarisation et le suivi.

⁶ Plusieurs exemples peuvent être cités pour illustrer les résultats positifs obtenus grâce à l'augmentation de la participation au mécanisme de rétroaction. A un moment donné, l'ananas était encouragé par le projet comme LAE. Des discussions furent tenues par les paysans sur les PIC et sur les

Certaines des plus importantes informations fournies par ces deux techniques d'enquête sont les suivantes: Les paysans ont de plus en plus diversifié leurs cultures de base, depuis 1991, aussi bien sur-site que hors-site (par un facteur de 70%). La valeur ajoutée a augmenté de 25% au moins, sur les parcelles utilisant le paquet technique du projet depuis 1991 (voir section 2.3.3, ci-dessous). Plus de 25% des paysans sur-site et hors-site ont planté des LAE au cours du projet. D'autres résultats sont traités dans les prochaines sections.

Les informations fournies par ces enquêtes concernent directement les préoccupations exprimées par l'A.I.D. quand elle a autorisé le projet en 1989. Encore une fois, les informations fournies par ces deux instruments d'enquête offrent probablement les renseignements inter-temporels les plus pratiques et disponibles aux Comores (comme dans beaucoup de pays), sur ce que font les paysans, comment ils le font, pourquoi ils le font, et comment ils ont modifié les méthodes de vulgarisations promues. Elles fournissent aussi une base de données opportune sur comment les messages véhiculés par le projet ont été adoptés et pourquoi (ou pourquoi pas) par les paysans qui ne participaient pas directement au projet (exemple: hors-site).

2.3.3 Enquêtes de marché et Analyse du Budget de la ferme

Le projet a commencé à recueillir des informations sur les prix du marché dans trois marchés à la fin de l'année 1990 et au début de l'année 1991: Domoni - Ouani et Mutsamudu. Le "panier de la ménagère" enquêté comprend, entre autres, du manioc, de la banane, des arachides, du fruit à pain, des piments, des taros, des patates, de l'emberique, du vohème, des ambrevades, du maïs sec en grain et des patates douces. Ceci représente la plus vaste collecte d'information inter-temporelle jamais réalisée sur les prix du marché agricole à Anjouan.

Ces informations ont été utilisées de plusieurs façons. Elles ont d'abord fourni, au projet et aux paysans, des informations précises sur les tendances du marché. Elles fournissent des indications claires sur la vulnérabilité de certains paysans (qui ne sont pas auto-suffisants dans leur production alimentaire), et sur la valeur au marché des productions pour les paysans qui produisent un surplus. Elles donnent aussi des informations sur les fluctuations des prix du marché. Elles ont enfin servi à discuter, avec les paysans et avec d'autres projets, de l'importance du stockage de la production. Ces informations ont permis de vendre sur le marché quand les prix sont plus élevés, plutôt que lorsque tous les autres paysans vendent et que les prix sont au plus bas.

fiches récapitulatives. Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas ou n'aimaient pas utiliser l'ananas parce qu'il augmente l'acidité du sol et que ce n'est pas, selon eux, une LAE efficace. Donc, le projet a éliminé l'ananas de son paquet technique. Plusieurs autres exemples peuvent être cités (ex.: l'intérêt marqué pour l'espèce Guatemala versus le vétiver).

En plus, ces informations ont servi à calculer des modèles théoriques du système agricole qui permettent au projet de déterminer la valeur ajoutée à la production agricole durant le projet. Ces informations ont beaucoup contribué à la rédaction d'un bon rapport économique élaboré en 1992 et sont encore utilisées actuellement pour actualiser ce présent rapport. L'analyse de ces résultats (avec la réserve que toute la valeur ajoutée n'est pas seulement attribuable au projet, mais peut aussi être le résultat du marché ou d'autres forces) montre que dans le pire scénario (faible production des produits financés par le projet, et bas prix pour ces mêmes produits), les paysans réalisent, sans aucune équivoque, des bénéfices supérieurs de 30% en valeur par rapport aux produits et pratiques habituelles. Les projections d'un scénario intermédiaire donnent des bénéfices de plus de 100% pour le manioc, les patates douces et les arachides.

Les résultats, associés aux PIC, aux fiches récapitulatives et à la récente enquête de production agricole, fournissent des informations suffisantes, de l'avis de l'équipe d'évaluation, pour indiquer une augmentation certaine des bénéfices des paysans qui sont capables de dégager un surplus. Les résultats d'autres travaux (voir parcelles de suivi et d'autres sections techniques ci-dessous) fournissent des données suffisantes sur le fait que la production à la ferme a augmenté avec les interventions du projet. Dans la mesure où les paysans produisent des surplus (ce qui est difficile à mesurer), ils réaliseraient alors des bénéfices statistiquement significatifs qui dépasseraient les objectifs initiaux du projet.⁷

2.4 Parcelles de Suivi

La Cellule Suivi et Evaluation a aussi travaillé avec la Cellule Agronomie pour établir les protocoles relatifs aux parcelles de suivi sur les champs des paysans. La sélection des sites, telle que détaillée dans la section 4.3 ci-dessous, n'a pas été aussi rigoureuse qu'elle devait l'être; les échantillons de terre ont souvent été mélangés, les nouvelles cultures introduites n'atteindront leur production maximum qu'après la fin du projet, les arbres sont mélangés sur un même site (exemple: ceux à croissance rapide et ceux à croissance faible), et les paysans étaient quelques fois peu disposés à continuer à participer au programme. Néanmoins, une expérience précieuse a été acquise par le personnel du projet à travers cet exercice. Plus important encore, les essais expérimentaux du projet ont introduit quelques variétés de cultures excellentes et populaires et des arbres qui ont été largement acceptés par les paysans.

⁷ Le projet aurait pu mettre sur pied une enquête de routine, avec un échantillon de paysans, qui aurait fourni davantage d'informations sur les revenus, déficits et surplus de l'exploitation. De toute façon, les exigences pour mettre en place et administrer un tel outil d'enquête, en plus des autres tâches du projet, n'étaient pas justifiées. Il aurait fallu affectée une équipe à temps plein à cette seule tâche. L'équipe d'évaluation croit qu'il y a suffisamment d'information statistiquement valide issue des autres enquêtes pour dresser un tableau de la situation des revenus dans la zone du projet.

3.0 FORESTERIE

3.1 Objectifs de la Cellule Foresterie

Les principaux objectifs de la Cellule Foresterie étaient de fournir des plants et des boutures aux paysans de la zone du projet. La Cellule devait établir des pépinières privées et des pépinières centrales pour fournir une variété de plants et de boutures aux paysans pour réduire l'érosion des sols, améliorer la fertilité des sols et pour diversifier la production agricole.

3.2 Mise en place de la Cellule Foresterie

La Cellule Forestière est dirigée par un forestier comorien, assisté par un autre Comorien. La précédente Cellule Ressources Naturelles, créée au début du projet, et dirigée par un expatrié, a été absorbée par la Cellule Foresterie au milieu de l'année 1992. La Cellule Foresterie était chargée de s'assurer que les plants, de types divers, soient disponibles au besoin. Elle a mis en place des pépinières centrales et privées pour réaliser ces objectifs. La Cellule était aussi appelée à produire et à disséminer diverses espèces d'arbres fruitiers et indigènes. Elle devait assurer un taux de survie des plants de 65%. La Cellule devait aussi s'assurer que plus de 200 km de lignes anti-érosives soient établies, et que plus de 750 000 boutures soient disponibles pour les paysans sur-site.

3.3 Réalisation des objectifs de la Cellule Foresterie

Une cellule de Foresterie efficace a été créée durant le projet. Le personnel a bénéficié de formation au pays et à l'étranger. Un inventaire des ressources forestières indigènes d'Anjouan a été réalisé. Un arboretum comprenant 15 espèces indigènes et 5 espèces exotiques a été mis sur pied dans la zone de Boungeuni à des fins de démonstration et de formation. Plusieurs centaines de paysans ont bénéficié de formations.

Neuf pépinières privées étaient opérationnelles à la fin du projet (même si le projet était quasiment le seul client) et on comptait aussi sept pépinières centrales. L'objectif de 1.2 millions de plants produits et distribués a été dépassé par au moins 100.000 plants. La survie des plants étaient de l'ordre de 55% en moyenne pour la durée du projet. Le taux de survie des plants a constamment augmenté durant le projet atteignant jusqu'à 65% pendant la campagne agricole 93-94. Quoiqu'inférieur à l'objectif du projet, ce taux de survie est relativement élevé par rapport aux normes internationales.

Les objectifs du projet pour la production et la distribution de boutures ont aussi été dépassés par plus de 250 000 boutures, et ce, tant sur les sites que hors sites. Les objectifs pour les lignes anti-érosives ont été atteints. Cette réussite est remarquable, compte tenu que des rations PAM (Programme Alimentaire Mondiale) avaient été utilisées dans le projet précédent et ailleurs à Anjouan pour rénumérer les paysans qui plantaient des lignes anti-érosives.

De plus, l'espèce anti-érosive la plus efficace à Anjouan est le vétiver, une graminé robuste et agressive qui stabilise les sols mais ne fournit pas de fourrages pour le bétail, ce qui devient une préoccupation grandissante chez les paysans. Ce facteur a rendu les paysans réfractaires à planter des lignes anti-érosives. Néanmoins, les objectifs fixés pour les mesures anti-érosives ont été dépassés par près de 20%.

Le niveau d'acceptation des arbres indigènes par les paysans a été inférieur à l'objectif fixé. Cela peut être vu comme une lacune mais cela peut aussi être vu comme une amélioration dans la mesure où une approche participative n'oblige pas les paysans à adopter des techniques ou des produits dont ils ne veulent pas. Un échancier plus long aurait peut-être permis au projet d'atteindre cet objectif.

Les objectifs fixés pour la production et la distribution d'arbres fruitiers ont été dépassés par plus de 60%. Quoique le projet ait encouragé la diversification de la production et la plantation d'arbres fruitiers, les paysans continuent de préférer l'arbre à pain. Le plant de l'arbre à pain se vend à plus de 200 francs comoriens. Les pépinières privées ont préféré produire ces plants pour lesquels elles peuvent obtenir un meilleur prix, comparativement aux autres arbres fruitiers qui n'intéressent pas les paysans.

Le programme des interventions anti-érosives, connues de diverses manières dans les documents de projet comme lignes anti-érosives (LAE) ou mesures anti-érosives (MAE), a été remarquable dans le cadre de son application. Plus que tout autre aspect visible peut-être, les lignes anti-érosives, composées surtout de vétiver, révèlent l'importance de la participation de VANNA et du projet précédant dans les communautés visées. Les lignes démontrent clairement et explicitement le niveau de participation des membres de la communauté dans chaque site. Bien que d'autres variétés d'herbes, des haies vives, des fascines de ravins et l'embocagement des parcelles aient aussi été utilisées dans la campagne contre l'érosion, les lignes de vétiver se sont démarquées à cause du caractère unique de cette plante. Grâce à la résistance du vétiver, la campagne a été très efficace.

Au fil du temps, le programme anti-érosion a évolué pour inclure des espèces plus sollicitées par les paysans. Ceci met en lumière le mécanisme de rétroaction et la volonté du personnel de VANNA d'être sensible aux attentes de leurs clients paysans. Cependant, les graminées appropriées aux bandes de contrôle de l'érosion ont une disponibilité et des applications limitées. Les graminées Pennisetum et Guatemala, toutes deux de bonnes espèces recherchées par les paysans, sont limitées par des conditions de fertilité et de pédologie. Aucune des deux ne forment des lignes

de contour solides, pas plus qu'aucune ne résiste aux diverses conditions de croissance rencontrées dans toute la zone du projet, avec la même vigueur que le vétiver.

4.0 AGRONOMIE

4.1 Objectifs de la Cellule Agronomie

Les principaux objectifs de la Cellule Agronomie de VANNA, tels que redéfinis dans le document de projet amendé en 1992, consistaient à mener des essais sur-site pour diverses variétés de semences de toutes provenances, à travailler avec les paysans pour entreprendre des essais sur-site concernant la mise en application de différents systèmes agricoles (semences - mixtes - incorporation de matière organique, etc.) et tester et propager de nouvelles techniques et technologies au niveau des paysans.

4.2 Mise en place de la Cellule Agronomique

La Cellule Agronomie est dirigée par un Comorien. Elle a réalisé des essais sur-site sur l'ensemble des dix-sept sites de projet. La cellule a travaillé avec des paysans et des vulgarisateurs pour l'implantation de plus de 30 parcelles de démonstration. Des essais sur-sites ont été réalisés et les résultats ont été analysés. Les paysans ont participé à des essais pilotes. Des nouvelles techniques, approches, et variétés ont été essayées et testées. Un suivi a été réalisé et les résultats incorporés dans les planifications subséquentes. De bonnes relations ont été établies avec des organisations internationales de recherches (ex.: IITA, ICRISAT, etc.) afin d'obtenir de nouvelles variétés et de tester leurs résultats.

4.3 Réalisation des Objectifs de la Cellule Agronomie

Les sols ont été stabilisés et leur fertilité accrue sur au moins 3000 parcelles sur-sites et hors-sites. L'intensification et la diversification de la production agricole a été réalisée sur au moins 1600 parcelles sur-sites et hors-sites.

La variété et la quantité de semences distribuées ont augmenté au cours du projet. De nouvelles techniques, telle que le maintien du bétail sur des parcelles dégradées pour accroître la fertilité du sol (embocagement et stabulation des vaches), ont été non seulement essayées et promues mais acceptées avec enthousiasme par les paysans.

Le projet a acquis des connaissances pertinentes et considérables durant les quatre dernières années. De nouvelles variétés introduites ont permis l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la fertilité des sols et elles ont été à la base de revenus accrus pour les paysans. Les essais réalisés avec des semences de provenances diverses, en utilisant des techniques de combinaison, de rotation et de culture différentes, constituent une ressource inestimable pour les essais en cours et futurs aux Comores.

La Cellule Agronomie a travaillé intensivement et de manière flexible avec toutes les autres cellules techniques du projet. La Cellule Agronomie a participé au développement et à l'évolution de la solide approche communautaire du projet. Les communautés définissent maintenant leurs besoins en semences par exemple et la cellule fournit les semences via les comités de site. Il en est de même pour le matériel végétal (ex.: la patate douce et les arachides).

L'enquête sur la production agricole (voir section 2.0 ci-dessus) démontre qu'au moins 85% des paysans, dans les deux zones du projet à Ouani et Boungouéni, connaissent le projet. De plus, l'enquête, renforcée par les fiches de récapitulation du projet (section 2.0 ci-dessus), montre qu'une assez grande partie (au moins 30%) des paysans hors-site ont incorporé plus d'une composante du paquet technique agronomique du projet (ex.: incorporation de matière organique, variété de nouvelles semences etc.).

Malgré la première emphase mise sur les aspects techniques de la démonstration, l'amélioration de la fertilité des sols n'a pas été prouvée par les analyses chimiques. Les rapports du projet ne montrent pas et ne mettent pas en relief, sur la base du suivi de paramètres chimiques, les données de base sur la fertilité des sols, ni l'impact positif des techniques culturales améliorées. Néanmoins, les augmentations de rendement, attestant une amélioration de la balance chimique de sols, ont été acceptées comme cohérentes et sans équivoque depuis plusieurs années.

Malheureusement, la sélection au hasard des sites de suivi ne se faisait pas de façon uniforme, et toute sélection systématique de site de recherche et/ou de démonstration prédispose à des résultats biaisés. Une fois de plus, les rendements sur-site ont fortement renforcé le paquet technique. L'équipe d'évaluation recommande que des approches plus systématiques, scientifiques et impartiales soient utilisées dans le futur pour mesurer les résultats quantifiables des essais sur-site (voir annexe 7 pour des observations agronomiques plus détaillées).

Certains aspects du paquet technique ne peuvent pas faire l'objet de contrôles quantitatifs. Bien que l'entretien ou l'amélioration de la fertilité des sols était logiquement retenu pour toute la durée du projet, comme un objectif mesurable, la façon imprécise selon laquelle les échantillons de terre étaient prélevés et les rendements des cultures analysées, ne permettent pas d'utiliser les résultats des essais dans le sens projeté.

Les parcelles de recherche et de démonstration ne peuvent pas facilement fournir des comparaisons utiles des rendements quand les cultures visées sont des cultures pérennes qui prennent quelques années pour atteindre leur production maximum (ex: la banane). Il a été rapporté à l'équipe d'évaluation que les cultures visées ont été modifiées à plusieurs reprises après quelques années de collecte de données. Si cette pratique peut être acceptable pour les cultures annuelles, les cultures d'arbres (y inclus la banane) ne peuvent être évaluées en terme de rendement qu'après plusieurs années. Comme ces pratiques ont été établies tardivement dans le projet, les résultats quantifiables n'ont pu être mesurés, quoique les taux de croissance (par opposition aux niveaux de production) démontrent une meilleure croissance sur les parcelles de démonstration qu'en dehors de celles-ci. Cela ne veut pas dire que le projet n'aurait pas dû introduire des cultures à long terme simplement sous prétexte qu'il ne peut y avoir d'activités de suivi. Cependant, cela signifie que les résultats des essais ne peuvent être mesurés scientifiquement à ce niveau.

Les activités de diversification des cultures ont été répandues. Une gamme de cultures introduites, incluant des espèces forestières et agroforestières, sont en évidence dans pratiquement tous les sites de toute la zone du projet. Dans certains cas cependant, on a manqué de vigilance dans la plantation de cultures appropriées dans une niche adéquate. Dans la plupart des endroits par exemple, il y avait un mélange d'espèces agroforestières à croissance rapide avec celles à faibles croissance, ou des repiquages de plants à feuillage épais dans les champs de production de cultures importantes.

Le personnel de VANNA a rendu un grand service à la RFIC en important des variétés de cultures et des lignes de germes protoplasme qui ont, ou qui peuvent avoir, un impact significatif sur la productivité. Des essais minutieux sur la productivité potentielle des variétés de certaines cultures de base restent encore à réaliser, mais le travail devrait être poursuivi, compte tenu de sa grande importance.

5.0 FORMATION ET VULGARISATION

5.1 Objectifs de la Cellule Formation et Vulgarisation

La composante Formation et Vulgarisation du projet VANNA devait être un élément essentiel pour assurer la pérennité du projet à long-terme. Le projet précédent, DRSA, avait seulement développé un programme de formation limité et qui était particulièrement faible dans la formation des vulgarisateurs. La proposition de projet de VANNA, faite par CARE à l'A.I.D. en 1989, mettait beaucoup plus l'accent sur la formation des vulgarisateurs.

C'est par la suite que le concept de formation des formateurs a été introduit dans la proposition de CARE. Il était entendu que les méthodes de

vulgarisation du projet et les moyens de les adapter aux circonstances changeantes, pouvaient seulement être assurées si un encadrement des vulgarisateurs formés et des paysans formés était mis en place.

5.2 Mise en oeuvre de la Cellule Formation et Vulgarisation

Un expatrié a occupé le poste de Responsable de la Formation et de la Vulgarisation au cours des deux premières années du projet (1989-1991). CARE a, de plus, fourni un expert pour la formation des formateurs pendant plusieurs mois en 1991-1992. Au cours de cette période un Comorien, alors assistant, était formé pour assumer les fonctions de Chef de cellule. Une évaluation des besoins était effectuée tandis que les formations de routine en vulgarisation, les protocoles et l'assistance étaient développés au cours des trois premières années du projet.

5.3 Réalisation des objectifs de Formation et de Vulgarisation

La Cellule Formation et Vulgarisation a évolué et s'est considérablement améliorée durant les trois dernières années. La formation et la vulgarisation ont constitué un point de mire important pendant toute la durée du projet. Une moyenne de 900 sessions individuelles de formation par année ont été réalisées pour les vulgarisateurs durant le projet (une moyenne de 25 par vulgarisateur), ce qui est considérablement plus élevé (par au moins 50%) que ce qui était prévu dans l'accord initial.

Les vulgarisateurs ont établi des parcelles de démonstration là où les paysans ont reçu des formations, et où les approches et techniques nouvelles du projet ont été testées. Les vulgarisateurs ont reçu une formation de formateurs. Les cours de formation des formateurs ont eu lieu aussi chez les paysans. Sept vulgarisateurs dispensaient cette formation à la fin du projet. Tout ceci contribue à garantir la pérennité à long-terme des messages et activités développés par le projet. L'équipe d'évaluation a été impressionné par le niveau de compréhension des vulgarisateurs et des paysans interviewés au cours de l'évaluation. Il était manifeste que, non seulement, les vulgarisateurs ont reçus une formation, mais ils ont aussi bien compris les messages les plus importants véhiculés par la formation. D'ailleurs ils étaient beaucoup mieux préparés à dispenser une formation aux autres, qu'ils ne l'étaient au moment de l'évaluation à mi-parcours.

La formation des paysans a dépassé les objectifs du projet. Au moins deux milles paysans différents ont été formés au cours de la seule saison 1993-1994, alors que le nombre de paysans formés par le projet se situe en moyenne à plus de 1000 par année. En fait, c'est seulement au cours de la saison 1990-1991, alors que le projet se concentrait sur la confection des programmes, la méthodologie de la

formation et les approches, que le nombre de paysans formés est tombé au dessous de 1000. Le nombre de paysans formés par le projet a constamment augmenté à partir de la saison 1990-1991 pour atteindre plus de 2000 lors de la dernière campagne. Au moins 7000 sessions de formations se sont déroulées durant le projet. Tandis que certains paysans ont été formés plus d'une fois, le projet s'est rapproché de son objectif de former 3500 paysans, s'il ne l'a pas dépassé.⁸

Des outils de formation ont été développés et largement utilisés durant le projet, particulièrement durant la deuxième partie de VANNA. La formation était conçue et adaptée de façon à répondre aux priorités et aux approches changeantes du projet. La formation était participative et interdisciplinaire.

La Cellule Formation et Vulgarisation a collaboré étroitement avec la Cellule Développement Communautaire et a bénéficié de sa création de 1992 à ce jour. Les outils de formation et de vulgarisation ont été conçus et adaptés conjointement avec la Cellule Développement Communautaire, pour améliorer le travail du projet avec les paysans et les groupes de paysans. Comme l'approche du projet est devenue plus orientée sur les communautés et plus participative, la Cellule Formation et Vulgarisation et la Cellule Développement Communautaire se sont complétées mutuellement.

A mesure que le projet évoluait, de nouveaux vulgarisateurs étaient ajoutés. Quand le nouveau Chef de projet est arrivé au début de l'année 1991, il a insisté pour que tous les vulgarisateurs habitent dans la zone (site) où ils travaillaient, et pour qu'ils créent des parcelles de démonstration. Le tiers de tous les vulgarisateurs sont désormais des femmes, ce qui reflète fidèlement la répartition des responsabilités de l'exploitation agricole dans la zone du projet. Cette situation a aussi conduit à une meilleure communication des messages et des idées véhiculés par le projet à l'intention de la population cible. Par ailleurs, la participation grandissante des femmes, à titre de vulgarisateur, a permis une diffusion plus adaptée des idées du projet. Plus important encore, cette participation a fourni au projet des rétroactions améliorées quant à l'efficacité des messages, à l'utilité des approches et aux besoins de la population visée.

⁸ Malheureusement, même si il existe des données sur tous les paysans qui ont suivi des formations pendant le projet, ces informations n'ont pas été dépouillées pour donner le nombre définitif de paysans formés. En prenant le nombre de paysans formés durant la dernière saison (2 051) et présumant qu'un tiers des paysans formés à une année donnée n'a pas reçu d'autre formation du projet, ceci nous donne une estimation de plus de 3 700 paysans différents qui ont reçu une formation au cours du projet. Des discussions avec le personnel du projet, les vulgarisateurs et les paysans indiquent que ces chiffres sont conservateurs.

6.0 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

6.1 Objectifs de la Cellule developpement communautaire

La proposition originale de projet de CARE (initiale et révisée) n'avait pas envisagé la création d'une Cellule Développement Communautaire. Il y avait, par contre, une grande emphase mise sur la participation dans la proposition de projet et dans l'OPG et l'A.I.D. Le concept de pérennité et d'autonomie était proposé par l'A.I.D dans son OPG comme étant un moyen de garantir la continuité des activités du projet après le PACD. Il a été établi que la Cellule Formation et Vulgarisation devrait assumer une bonne partie de la responsabilité quant à la participation des communautés et des paysans aux activités du projet, les autres cellules fournissant le support technique.

L'évaluation à mi-parcours a souligné la nécessité d'une plus grande préoccupation des enjeux touchant la participation communautaire, l'identification des besoins, la résolution des problèmes et la rétroaction qu'elle n'est apparue dans le document original ou dans la mise en oeuvre du projet actuel. CARE et l'A.I.D ont accepté les recommandations de l'évaluation à mi-parcours et amendé l'OPG en mars 1992.

6.2 Mise en oeuvre du Développement Communautaire

Un expert international en développement communautaire a été recruté après l'évaluation à mi-parcours et le projet a créé la nouvelle Cellule Développement Communautaire en mars 1992. Les ressources étaient programmées pour cette Cellule et elle a commencé à travailler sérieusement au milieu de l'année 1992. Le nouveau chef de projet (début 1991) et l'équipe d'évaluation à mi-parcours ont réalisé qu'il n'y avait aucun espoir de réussir la diffusion du paquet technique du projet tant que les paysans et les communautés rurales ne s'approprieraient pas ces messages et ces paquets. Ceci étant, on s'est rendu compte que non seulement les paysans doivent comprendre l'importance des différents aspects du paquet technique (mesures anti-érosives et de conservation des sols, amélioration de la fertilité et diversification de la production), mais ils doivent également adopter et adapter les messages de façon à ce qu'ils deviennent les leurs.

Ceci veut dire qu'au lieu de seulement apprendre aux paysans ce qu'ils doivent faire, ou au lieu de montrer simplement quelles techniques agricoles améliorées appliquer et comment les utiliser, les paysans doivent être en mesure de définir leurs besoins, de décider de la pertinence des diverses activités et messages, de les mettre en pratique et enfin de faire des observations. Ceci exigeait des vulgarisateurs, en particulier, de passer de la position d'enseignants de paysans, à celle de paysans participants.

Cette approche commençait à se manifester au moment de l'évaluation à mi-parcours. Certains vulgarisateurs ont réalisé l'importance d'une telle approche. La direction du projet, l'A.I.D., les Conseillers techniques régionaux de CARE et les évaluateurs à mi-parcours étaient convaincus de la nécessité d'instaurer une telle approche, et rapidement, si le projet voulait atteindre ses objectifs quantitatifs et qualitatifs. De plus, une telle approche souple et participative, devait être bien implantée si le projet voulait donner une chance aux paysans d'atteindre l'autonomie à travers le PACD.

Le nouveau chef de la cellule Développement Communautaire a travaillé avec toutes les cellules pour que cela se produise. Lui et son personnel ont particulièrement travaillé dur avec la cellule Formation et Vulgarisation pour revoir les techniques de formation en vulgarisation. Beaucoup de temps a été passé avec les cellules Agro-Foresterie et Agronomie pour adapter le paquet technique afin de satisfaire et de mieux refléter les besoins et les suggestions des paysans. Les évaluations de fin de saisons du paquet technique sont devenues des séances au cours desquelles le personnel du projet (les techniciens comme les vulgarisateurs) était, à la fois, critique et souvent critiqué par les paysans. Ce comportement fut encouragé par la cellule Développement Communautaire et adopté par le reste du personnel du projet.

6.3 Réalisation des objectifs de Développement Communautaire

Le Cadre Logique du projet fut modifié en mars 1992 pour refléter les recommandations de l'évaluation à mi-parcours. La Cellule Développement Communautaire était créée à ce moment-là, et ses objectifs (avec des indicateurs vérifiables) explicitement exposés dans la nouvelle structure.

Les réalisations de la Cellule Développement Communautaire au cours des deux dernières années ne pourront jamais être appréciées suffisamment. Ses réalisations sont particulièrement remarquables, compte tenu de la diversité socio-économique d'Anjouan, de l'histoire socio-économique et culturelle de l'île et du fort individualisme des paysans.⁹ La Cellule, dans un travail réalisé conjointement avec les communautés des paysans et les autres cellules, a préparé quinze plans d'action des comités de site parmi les dix-sept sites sur lesquels travaille le projet.

⁹ Les paysans d'Anjouan ont un long passé d'exploitation. Il y a deux siècles à peine, l'économie de l'île était basée sur l'esclavage. Par la suite, les colons ont implanté une économie de plantation avec la girofle, la vanille, l'ylang ylang et la noix de coco, constituant la plus grande part de l'économie de l'île. Des centaines d'années d'une telle histoire ont conduit à une fragmentation du tissu social de l'île et ont engendré la méfiance et l'esprit de caste entre les paysans. En plus d'un passé post-colonial mouvementé, vingt ans de "travail contre vivres" (TCV) et l'effondrement des prix de pratiquement toutes les cultures de rente ont laissé les paysans d'Anjouan encore plus divisés.

6.3.1 Plan d'Action Communautaire

La cellule a également travaillé avec les vulgarisateurs, les autres cellules et les paysans à la préparation de quinze cahiers de sites. Ces programmes sont extrêmement utiles. Ils sont écrits en shidzouani, utilisant les caractères arabes que la majorité des Anjouanais ont appris à l'école coranique.

Les programmes d'action pour chaque site sont complétés par les membres des comités de site. Ils spécifient quelles actions doivent être entreprises (ex.: stockage des semences), qui est responsable de l'activité, quand elle aura lieu et comment elle sera évaluée. Un programme d'action (cahier de comité de site) peut contenir plus de vingt interventions telles que le contrôle de l'érosion du sol, cinq variétés de semences et bien d'autres activités. Cet outil de vulgarisation, d'une grande efficacité, pourrait servir d'exemple à des programmes futurs de développement rural à Anjouan.

Les programmes permettent aux paysans de définir leurs besoins, de planifier leurs activités, de déterminer qui sera responsable d'activités spécifiques (ex. entreposage des semences, collecte des boutures, etc) et de s'impliquer dans tout les aspects de la gestion de leurs sites. Ces programmes constituent l'un des principaux succès du projet et ont été l'un des éléments-clés ayant permis aux comités de site de prendre en main leurs affaires. Ils ont permis aux paysans de mieux réagir entre eux, d'identifier leurs problèmes et de développer des approches collectives pour ces problèmes. Ils ont également permis aux paysans de mieux réagir avec les autres agents, que ce soit les vulgarisateurs, les donateurs ou les autres agences gouvernementales. Par dessus tout, les plans d'action des comités de sites fournissent le plan de travail servant à mesurer les progrès, à déterminer de quelle façon les membres de la communauté prennent leurs responsabilités et pour fournir les informations pour procéder aux changements et adapter les approches.

La cellule a travaillé avec d'autres cellules du projet (particulièrement la Cellule Formation et Vulgarisation), des vulgarisateurs et des paysans pour stimuler et organiser les comités de site. Ceci ayant eu pour résultat, l'expansion et l'amélioration de l'impact des comités de site et de la formation des paysans.

L'approche communautaire a aussi contribué à l'amélioration de la distribution et de l'utilisation des différents intrants, surtout les semences et le matériel végétal. Ceci est particulièrement important puisque les besoins des paysans et des sites sont maintenant bien définis, avec la participation des paysans, de telle façon que les bons intrants et les bonnes quantités sont disponibles lorsque nécessaires. De plus, les membres des comités de site ne sont pas seulement responsables d'identifier et de définir les besoins, ils sont aussi responsables de garantir la disponibilité des intrants au moment voulu. Il s'en est suivi une mobilisation des paysans du projet pour devenir

plus autonomes à travers le PACD, en conformité avec les préoccupations de l'A.I.D. et les objectifs tracés dans son OPG.¹⁰

6.3.2 Education Environnementale

Le programme Education Environnementale de VANNA a aussi été géré par la Cellule Développement Communautaire. Le programme a bénéficié de l'assistance de volontaires du Corps de la paix (des Etats-Unis). Des outils pédagogiques ont été développés, des enseignants et des élèves ont été formés et des écoles ont été appuyées. Des associations environnementales ont été créées et secondées dans leurs activités par le Programme d'Education Environnementale. Vingt écoles au moins ont bénéficié de l'assistance de cette composante du projet. Plus de 1000 élèves ont été formés par le Programme d'Education Environnementale.

Le Programme d'Education Environnementale a beaucoup servi pour appuyer d'autres objectifs de la Cellule Développement Communautaire, tels que l'élaboration de plans de développement villageois. Ces plans ont été développés dans six villages et ont permis, pour la première fois, que les communautés dans la zone du projet se regroupent pour identifier leurs problèmes, les possibilités de résoudre ces problèmes, définir les ressources et pour élaborer des plans visant à mobiliser et à augmenter leurs ressources.

Les plans de développement villageois sont bien pourvus en outils qui permettent aux villages de définir leurs priorités. Ils ont identifié leurs besoins depuis la diminution de l'érosion des sols jusqu'à la protection des sources d'eau. Quand ces plans vont au-delà du mandat du projet relatif à l'amélioration de la productivité et de la diversité agricole, ils font état des réelles préoccupations des communautés. Le rôle du projet, dans le soutien offert aux communautés pour développer ces plans, lui assigne un rôle de catalyseur du développement. Ceci représente le type de gestion flexible qui doit exister si un développement rural efficace doit prendre place, et si un projet tel que VANNA désire créer et assurer la crédibilité de ses diverses composantes.

Comme les représentants du Gouvernement et d'autres donateurs l'ont relevé, VANNA a contribué à mobiliser des ressources des autres projets et de sources différentes pour répondre à ces besoins. Il a ainsi renforcé ses liens avec les autres acteurs du développement, tout en aidant les communautés à développer leurs liens

¹⁰ Il est intéressant de noter qu'il y a trois responsabilités majeures établies dans les "cahiers de site" concernant l'approvisionnement (et disponibilité) des intrants pour la prochaine saison : semences, matériel végétal (ex.: patate douce) et boutures. Dans chacun des quinze sites, les femmes ont été choisies par les comités de sites pour être responsables de la conservation et de la disponibilité des semences. Ceci ne s'est pas produit parce que le projet l'a suggéré ou a insisté là-dessus. Cette distribution des responsabilités a été déterminée par chaque comité et reflète la culture sociale du milieu paysan d'Anjouan.

avec d'autres intervenants. En retour, ceci a permis au projet d'avancer passablement dans la réalisation de l'objectif de pérennité fixé par l'A.I.D. à travers le PACD.¹¹

On peut dire qu'une bonne partie de la pérennité des interventions du projet sont redevables et continueront à être redevables aux activités de la Cellule Développement Communautaire effectuées en collaboration avec les autres cellules du projet.

7.0 GESTION, ADMINISTRATION ET FINANCES

L'administration du projet se faisait à Anjouan avec un solide appui du bureau de CARE Comores à Moroni. Le Chef de projet était responsable de la gestion globale et du suivi financier des affaires quotidiennes. Il assurait aussi la coordination de toutes les cellules du projet.

Un administrateur comorien a assumé la responsabilité principale de la gestion du personnel (64 employés) et la logistique du projet (véhicules et matériels etc.). Des descriptions de tâches ont été élaborées pour tout les employés; des gardiens jusqu'aux techniciens. Des évaluations annuelles étaient menées et les vulgarisateurs étaient même évalués trois fois durant l'année. Les évaluations étaient revues entre l'équipe de gestion du projet et le personnel.

Un aspect important de l'approche flexible de la gestion du projet et de son évolution a été la responsabilisation des techniciens (incluant les directeurs des deux CADER) pour les sites de développement. Chaque technicien et chaque directeur des CADER étant responsable de deux à trois sites.

Cette démarche assure l'implication des techniciens dans tout les aspects de développement du projet (de la formation à la foresterie, de l'agronomie à la vulgarisation, du développement communautaire au suivi et évaluation) et la connaissance des besoins de leurs sites et de leurs paysans. Cette responsabilisation est à la base de l'amélioration de la coordination globale et de l'efficacité du projet durant les trois dernières années.

Les affaires financières quotidiennes étaient administrées à Anjouan avec l'appui du bureau de Moroni (qui est responsable de la gestion financière du projet).

¹¹ Le Chef du CADER de Boungoueni a présenté, à l'équipe d'évaluation un rapport, sur la façon dont le projet a facilité le développement dans cette région (près de 7 000 paysans). Cela va du support à la mobilisation des paysans pour protéger une source d'eau de Dzindri au support pour identifier le financement (CECI/FADC) d'une source d'eau à Moya, de l'appui pour la mobilisation des citoyens et donateurs pour construire des écoles dans deux villages (B. Vouani et Marahare) au travail avec les Corps de la Paix pour mettre sur pied des centres d'information sur l'environnement.

8.0 CONCLUSIONS ET ENSEIGNEMENTS

Le projet VANNA a donné d'excellentes leçons à plusieurs niveaux. Au niveau de la programmation, le projet VANNA donne un aperçu des raisons pour lesquelles les projets sont conçus, de ceux qui établissent le calendrier pour la conception des projets, de quelle façon les priorités sont définies au cours de la conception et, de façon périodique, durant l'exécution (ex: évaluations à mi-parcours), et également comment les modifications globales des priorités du bailleur de fonds, du Gouvernement ou de l'ONG déterminent l'évolution des projets, si ces derniers continuent ainsi que l'appui qu'ils reçoivent.

En examinant l'histoire de VANNA nous obtenons un bon aperçu d'une gestion flexible, à la fois, au niveau du projet dans son ensemble et aussi à un niveau (micro) plus restreint (ex.: personnel, vulgarisateurs, paysans). L'histoire d'un projet (surtout celle liée à son prédécesseur) nous apprend comment mener des activités de façon efficace face à des modifications importantes des conditions extérieures dans un contexte plus global ou macro.

8.1 Hypothèses et attentes-clefs

L'A.I.D. et CARE ont essentiellement abordé le projet VANNA, de septembre 1989 à août 1994 avec des objectifs différents. La lecture attentive des documents du projet montre que CARE considérait VANNA comme un prolongement de leur précédent projet conçu pour augmenter la subsistance de la base agricole. D'autre part, l'A.I.D hésitait à s'engager dans un projet à long-terme qui se traduirait par une assistance, qui selon eux, devrait être essentiellement assurée par le Gouvernement (devant en être responsable).

Le projet VANNA était conçu par CARE surtout comme une activité humanitaire. Une lecture attentive de la proposition de CARE sur VANNA et de l'OPG de l'A.I.D. donne un bon aperçu de la différence des objectifs du projet au niveau de la conception. Alors que l'objectif de CARE était d'améliorer le bien-être économique des paysans de la zone du projet, d'augmenter leur productivité et stabiliser leurs revenus à travers une diversification des cultures, le niveau d'atteinte des objectifs révèle de façon explicite la stratégie de conception du projet. Les trois éléments principaux de l'objectif du projet étaient d'améliorer la productivité de la ferme, d'augmenter au maximum la production du paysan et d'améliorer les capacités des paysans à inverser la dégradation de l'environnement.¹²

¹² *"Le projet est conçu pour résoudre le pernicieux problème de la productivité décroissante des terres agricoles qui est essentiellement du à la diminution de la fertilité du sol et à la faible diversité des cultures. En aidant les paysans à conserver et augmenter la fertilité de leurs sols et en élargissant la diversité des cultures, le projet se propose en fin de compte d'augmenter de 30% le revenu des paysans participant au*

Au niveau du but et de l'intention, le point de vue de CARE était que :

- Les cultures de subsistance d'Anjouan régressaient à cause d'une mauvaise gestion de l'utilisation de la terre, avec de graves conséquences à la fois au niveau micro et macro;
- En maîtrisant la dégradation de l'environnement, et en adoptant les aspects du nouveau paquet technique (terrassment, enrichissement des sols, semences améliorées, base de cultures diversifiée, etc.), les paysans pourraient stabiliser leur production de base et pourraient, au moins, maintenir leur niveau d'activité économique (première proposition de projet VANNA).

D'autres part, l'A.I.D. s'est clairement engagé dans VANNA pour améliorer les revenus des paysans et les rendre plus autonomes. L'A.I.D. pensait que VANNA ne devait pas seulement chercher à aider les paysans à se maintenir, mais devrait avoir des objectifs plus ambitieux pour aider les paysans à diversifier leur production pour augmenter les revenus. CARE, tout en modifiant le ton de sa proposition révisée pour tenir compte des préoccupations de l'A.I.D., n'avait pas, en fait, changé profondément la conception du projet.

Les préoccupations de l'A.I.D. pour le projet VANNA, sont manifestes dans l'OPG:

"Le projet VANNA est un prolongement et une extension des efforts de protection de la terre et la conservation des sols appuyés par l'A.I.D à travers CARE depuis 1984. Il est important de noter que la conception de ce don répond aux problèmes de fond rencontrés dans le projet CARE OPG-1. Les objectifs du projet au niveau de son but, sont spécifiés quantitativement et la composante suivi et évaluation du projet rassemblera, de façon périodique, les données de base nécessaires pour mener des évaluations bien documentées sur le succès ou l'échec du projet. Les services de vulgarisation qui doivent être appuyés par le projet ne sont pas sensés se poursuivre après le PACD, et ne sont donc pas sensibles aux caprices du budget du Gouvernement comorien. Par contre, l'effort de vulgarisation est conçu pour fournir aux paysans les connaissances et les intrants renouvelables (exemple: plants et boutures) dont ils auront besoin pour continuer à bénéficier des technologies parrainées par le projet par le PACD".¹³

Plus loin, l'A.I.D. dit que l'évaluation à mi-parcours de VANNA "devait accorder une attention particulière à l'évaluation des changements éventuels dans la capacité et la bonne volonté du Gouvernement comorien à financer les charges récurrentes de la vulgarisation agricole dans la perspective de l'Accord du FMI qui doit

projet." (Care/International, "Project Proposal, Anjouan Sustainable Agriculture Project", April 1989.

¹³ (REDSO/ESA, "Operational Program Grant No. 602-0002-G-SS-9043-00", August 30, 1989, pp. 11-13)

être mis en place par la suite. Les résultats de cette évaluation vont éclairer la décision de l'A.I.D, à savoir s'il maintient sa participation au secteur agricole comorien après l'achèvement des activités de ce don".¹⁴

L'évaluation à mi-parcours, entreprise à la fin de l'année 1991, a établi que "la capacité du Gouvernement à assumer plus de responsabilités pour les activités initiées par le projet et le personnel pris en charge par le projet, a diminué au point qu'il revient au projet de fournir pratiquement toute l'assistance au projet. L'évaluation à mi-parcours a alors examiné une des préoccupations majeures dans la conception du projet A.I.D, et a constaté que le Gouvernement n'était pas en mesure d'assurer plus qu'un rôle passif dans l'exécution du projet. L'équipe d'évaluation à mi-parcours a, entre autres, noté que le Gouvernement ne serait pas capable de prendre le relais là où le projet s'arrêtera après le PACD.

8.2 Enseignements-clefs

L'évaluation à mi-parcours approuve les craintes de l'A.I.D., en ce qui concerne l'autonomie du paysan. De plus, l'Evaluation approuve l'approche que la nouvelle gestion du projet VANNA a commencé à adopter depuis la mi-1991. Celle-ci accorde une attention particulière au développement basé sur la communauté, porte une attention accrue à la participation paysanne, et préconise une gestion flexible ainsi qu'une utilisation des approches techniques développées par le projet. L'évaluation à mi-parcours a conclu que le projet était sur la bonne voie; il allait atteindre les objectifs assignés dans le document de projet. Le projet VANNA a également mis en place les moyens de vérifier le progrès réalisé vers l'atteinte des objectifs du projet. Tout compte fait, le projet a enregistré de bonnes performances sur la plupart des tableaux.

L'A.I.D et CARE ont travaillé avec le personnel du projet, dès le début de l'année 1992, pour le réorienter davantage vers une approche plus participative basée sur la communauté. Les objectifs et buts ont été modifiés afin de réduire le nombre des paysans participants et pour revoir la définition de la notion de "productivité accrue". Le document de projet a donc été amendé et le cadre révisé. Une nouvelle cellule a été créée et un expert international était engagé pour la diriger. Comme mentionné plus haut, les résultats ont été remarquables. Pour la première fois peut-être aux Comores, certainement pour la première fois dans la zone du projet, les paysans ont commencé à participer à la prise de décision dans des domaines aussi simples que le choix des cultures à planter ou encore, comment gérer les ressources au-delà de leurs propres parcelles (ex.: collectivement) et comment améliorer leur bien-être en tant que groupe.

¹⁴ (REDSO/ESA, "Operational Program Grant No. 602-0002-G-SS-9043-00", August 30, 1989, pp.11-13)

Deux apprentissages clefs peuvent être retenues à partir de ce processus:

- Premièrement, l'A.I.D. n'était probablement pas réaliste en tenant CARE responsable du concept d'autonomie, si le Gouvernement était incapable de remplir ses obligations. Il était évident qu'en 1989 (comme l'OPG l'a déjà mentionné) on se demandait sérieusement si le Gouvernement avait la volonté ou la capacité d'entreprendre un programme de vulgarisation agricole.
- Deuxièmement, CARE a accepté les objectifs retenus par l'A.I.D., mais sans modifier réellement son approche (comme le montre clairement la proposition de projet révisée). L'A.I.D. a émis de sérieuses réserves dans l'OPG par rapport à l'incapacité du projet DRSA à développer une approche plus participative et une autonomie rurale. L'A.I.D. a exigé des résultats quantifiables, découlant d'un système de suivi-évaluation efficace et opérationnel, pour prouver les changements.

Ce que ni l'A.I.D. ni CARE n'ont reconnu à la mi-1989, quand la conception de VANNA était finalisée, était que cinq années seraient insuffisantes pour réaliser ces objectifs. De plus, quand l'A.I.D. disait dans son OPG qu'il n'y aurait plus d'assistance de l'A.I.D. au-delà du PACD, à moins que le Gouvernement ne mette en place un programme efficace de vulgarisation agricole, ni CARE, ni l'équipe d'évaluation à mi-parcours n'a considéré cela comme une possibilité réelle quand le projet a été évalué et réorienté à la fin de l'année 1991, début de l'année 1992.

8.2.1 Paquet Technique, "Propriété Communautaire" et Pérennité

L'expérience essentielle acquise dans l'exécution du projet concernant le paquet technique était clairement exposée dans l'évaluation à mi-parcours. Il s'agit du besoin réciproque d'instaurer un environnement interactif si les paysans ont à changer leurs comportements, à modifier leurs systèmes de production et à mettre en oeuvre de nouvelles approches (exemple: techniques anti-érosives, semences améliorées, etc.) Une approche traditionnelle (de haut en bas) ne fonctionne nulle part avec les paysans.

L'équipe d'évaluation finale a trouvé que le projet était devenu beaucoup plus interactif et participatif au cours des trois dernières années. Le paquet technique actuel est essentiellement le même que celui qui était mis en place au début de la troisième année du projet. C'est un bon paquet technique. Il est adapté et plus apte à répondre promptement aux besoins spécifiques des paysans et des sites. Il a été développé pour répondre à ces besoins et devient, en conséquence, beaucoup plus utile qu'il ne l'était, il y a trois ans.

Ceci apparaît dans les résultats des PIR des trois dernières années, tel que mentionné dans la section 8.2 (ci-dessus). Certains paysans se sont appropriés le paquet technique. C'est leur paquet technique et non celui du projet. C'est une étape

importante vers la réalisation des objectifs du projet. Sur la base d'un calendrier d'exécution de projet plus réaliste et plus long, et si l'approche communautaire avait été initiée plus tôt, les "appropriations" auraient probablement augmentées de façon aussi spectaculaire qu'elles l'ont fait ces dernières années.

La notion de "pérennité" est plus difficile à déterminer. Le prix de chaque culture de rente traditionnelle a chuté au cours de dix dernières années. Le prix du clou du girofle, historiquement la plus importante culture de l'économie d'Anjouan, s'est effondré. Ceci a entraîné une forte diminution du revenu disponible utilisable à la ferme. Les systèmes d'exploitation qui sont venus remplacer les économies rurales de plantation sont des systèmes de subsistance. Cette situation, associée à la dégradation considérable de l'environnement, ont décidé l'A.I.D. à financer et CARE à exécuter, aussi bien DRSA que VANNA.

Bien que les communautés planifient actuellement elles-mêmes leurs systèmes d'exploitation, définissent leurs besoins, déterminent qui sont responsables de produire et de gérer les stocks d'approvisionnement (ex.: semences, boutures, plants), la plupart ne disposent pas des fonds nécessaires à l'acquisition de ces intrants. Sur la base de la croissance rapide de la population d'Anjouan et à la lumière de la chute des cultures de rentes, un léger surplus peut être généré pour obtenir les intrants fournis par le projet. Ainsi donc, alors que quelques communautés seront en mesure de continuer avec l'approche développée par le projet ("appropriée" par les paysans), d'autres n'auront pas les moyens ou ne disposeront pas de l'organisation pour le faire. Comme mentionné plus haut, un calendrier plus long, plus réaliste, avec un développement plus hâtif de l'approche basée sur la communauté, aurait abouti à une définition moins ambiguë de la "pérennité" du paquet technique.

8.2.2 L'approche des Systèmes de production

L'équipe d'évaluation a approuvé l'approche des systèmes de production développés et encouragés par le projet. Cette approche vise plusieurs enjeux principaux. Premièrement, elle vise le problème de l'érosion. Deuxièmement, elle s'adresse au problème de la baisse de fertilité. Troisièmement, elle répond au besoin d'une production de base plus sûre par la diversification des cultures mixtes. Finalement, elle soutient une approche qui voit la pauvreté rurale non seulement, comme une conséquence du faible niveau de production ou de productivité, mais aussi comme le résultat d'un cycle de dépendance, une histoire de mono-cultures (production de cultures commerciales) et un manque d'infrastructures sociales ou gouvernementales. En appliquant les approches des systèmes de production, les paysans ont diminué l'érosion de façon significative, amélioré la productivité des cultures d'au moins 30% et ont grandement diversifié la base des cultures.

8.2.3 Capacités de contrepartie du Gouvernement

Comme mentionné au début de cette section, l'A.I.D. a explicitement exprimé dans son OPG, sa préoccupation quant à la capacité du Gouvernement à servir de contrepartie active au cours de l'exécution du projet et au PACD. L'A.I.D. avait raison de s'inquiéter comme il a été démontré lorsque le système CEFADER et CADER s'est presque écroulé au milieu de l'année 1991.

La leçon à en tirer est que l'A.I.D. a anticipé une incapacité du Gouvernement à jouer un rôle efficace de contrepartie mais a encore financé le projet VANNA malgré cela. Dire qu'il ne financerait aucun suivi au-delà du PACD, si le Gouvernement n'était pas capable d'améliorer ses services, n'implique pas que le projet VANNA ne devait pas être créé ou qu'il était vain. Cela implique, cependant, qu'une attention plus approfondie devrait être accordée aux alternatives (ex.: un cadre éventuel du projet plus long, un appui pour améliorer la capacité du Gouvernement etc.) plutôt que de faire une prédiction autogratiante.

8.2.4 Education Environnementale

Tout comme son incapacité à soutenir un programme de vulgarisation agricole en milieu rural, le Gouvernement n'a pas eu non plus les moyens de soutenir un programme global d'éducation. Les enseignants sont sous-payés et font la grève. Le pays a souffert d'agitations et d'instabilité politiques au cours du projet. Les écoles primaires ont été ouvertes 7-8 mois au cours des 30 derniers mois.

Cependant, les personnes interrogées (les volontaires du Corps de la Paix, le personnel du projet, les responsables communautaires) ont tous trouvé que le programme d'éducation environnementale du projet en valait la peine. Il a donné lieu à une plus grande prise de conscience chez les élèves. Vingt écoles ont été soutenues, cent enseignants et au moins mille élèves ont bénéficié d'une éducation environnementale.

Par contre, l'impact le plus important du projet n'a pas été son programme d'éducation environnementale formelle. Mieux encore, il a plutôt aidé les paysans à se mobiliser pour faire face à des problèmes dont, pour la plupart des cas, ils connaissaient déjà l'existence. Le projet a aidé six villages à élaborer des plans d'action communautaire pour faire face aux préoccupations et aux problèmes environnementaux.

Le problème de la dégradation de l'environnement, tel que mentionné par les personnes interviewées, est difficile à dissimuler à un paysan qui voit son champ emporté par les fortes pluies, ou à une communauté qui assiste à l'assèchement des sources d'eau. La solution consiste à leur donner les moyens pour faire face à ces

problèmes. Aucune quantité d'activités individuelles ne pourra résoudre ce problème. Celui qui est au bas d'une pente d'une montagne dont le sommet est fortement érodé peut entreprendre beaucoup d'actions pour s'attaquer au problème avant qu'il ne devienne un simple exercice futile. Une femme qui remplit les ravins de son champ au bas de la colline va s'asseoir et regarder ses efforts se perdre si quinze paysans du sommet de la montagne ne s'engagent pas dans les mêmes activités.

Le projet a commencé à faire la différence quand il est arrivé à cette approche plus globale basée sur la communauté, et qui en est malheureusement qu'à ses début. Il a aidé les paysans, les comités et les villages à commencer à lutter contre ces problèmes communs et plus globaux liés à la communauté. Le projet a obtenu de bonnes performances dans ses efforts en ce sens, mais là encore, les problèmes de pérennité à long-terme sont difficiles à déterminer. Il n'y a juste pas eu assez de temps pour évaluer comment ces approches ont été appropriées par les paysans, les groupes et les communautés. Des paysans, hautement individualistes, ne peuvent pas développer, en si peu de temps, des approches collectives pour résoudre leur problèmes communs. Ils peuvent cependant commencer à bouger dans cette direction, et ils l'ont fait dans la zone du projet.

8.3 Conclusions Générales

L'équipe d'évaluation finale a constaté que durant les deux dernières années et demie, l'approche du projet a été pro-active, et très près de l'esprit souhaité par l'A.I.D. quand il a approuvé le projet en 1989. L'approche VANNA n'a pas été marginale ou humanitaire. Elle n'a pas travaillé avec les paysans dans les perspectives d'aider les paysans à s'entretenir eux-mêmes. Le projet a fait sien le concept selon lequel les changements en profondeur qui mettent du temps à se réaliser, ne se concrétisent que dans les actions collectives. Le projet a aidé à faciliter cette compréhension naissante. Cela s'est manifesté dans des formes aussi variées que l'évaluation par les paysans des activités promues par le projet, l'encouragement des paysans à penser au-delà de l'économie lucrative, à des options qui n'arrêteront pas seulement la détérioration de la situation du monde rural, mais amélioreront cette dernière.

L'équipe d'évaluation finale trouve que l'approche participative, basée sur la communauté, n'a pas été acceptée seulement comme quelque chose de nouveau, quelque chose à approuver parce qu'elle a été décidé par CARE, l'A.I.D ou par la Direction. A tous les niveaux examinés par l'équipe, on a trouvé que les techniciens, le représentant du Gouvernement comorien, les paysans, les membres des associations ont adhéré avec beaucoup de coeur au concept de participation communautaire et de développement de l'autonomie.

Aujourd'hui certains groupes de paysans décident, en tant que groupe, ce qu'ils vont planter l'année prochaine. Ils décident qui seront responsables de la collecte et du stockage des semences, des boutures et des arbres. Ils élaborent des

plans pour faire face aux problèmes collectifs qui affectent l'ensemble de la communauté (ex.: l'érosion). C'est un important changement quantitatif et qualitatif comparé à il y a dix ans quand la plupart des paysans entreprenaient des mesures de conservation et d'amélioration des sols sur la base de "Vivre Contre Travail" et où la rémunération agricole était mesurée non pas en francs comoriens, mais en "rations" PAM.

Il y a eu des changements notoires dans la zone de VANNA. On entend moins parler des communautés marginalisées qui s'entretiennent elles-même et beaucoup plus de communautés qui maîtrisent leur destinée, qui fixent le rythme et le programme du développement. Quoique ceci peut ne pas sembler louable dans beaucoup de pays, il marque une rupture importante du cycle de dépendance et d'apathie qui a tellement marqué l'histoire récente des Comores.

Ce changement d'attitude à lui seul serait suffisant pour juger que le projet VANNA est un succès. Mais les paysans à l'intérieur et autour des communautés du projet protègent aussi leurs terres mieux qu'ils ne le faisaient cinq ans auparavant (tel que mesuré, suivi et évalué par le projet). Les paysans qui ont directement participé aux activités du projet, et ceux qui n'ont pas participé (mais qui ont appris à partir des autres) connaissent une meilleure fertilité des sols qu'il y a cinq ans. Les deux zones de Ouani et Boungoueni, ont maintenant une base de cultures plus diversifiées qu'il y a cinq ans. Une douzaine de nouvelles espèces de cultures ont été acceptées et adoptées par les paysans de ces zones. Les mécanismes quantitatifs et qualitatifs, tels que spécifiés dans l'OPG de l'A.I.D., ont été mis en place par le projet. Les indicateurs mentionnés dans l'OPG ont été mesurés. La production, si ce n'est pas le revenu a augmenté d'au moins 30% sur les terres des paysans participants au projet, tant au niveau des cultures plus traditionnelles (ex.: le manioc) qu'à celui des variétés introduites les plus populaires (ex.: patates douces).

La leçon la plus importante à retenir, du point de vue de l'exécution du projet, est que la gestion doit être souple. Elle doit être flexible. Elle doit reconnaître que les paysans et les communautés ne sont pas figées. Elle doit comprendre que les communautés évoluent, que l'économie change et que les attitudes et les capacités changent également. Une activité qui a démarré avec une attitude marginale et repliée sur elle-même, mise en oeuvre avec un personnel national jeune et relativement inexpérimenté et un important contingent d'expatriés, a évolué en un projet avec deux expatriés et un personnel national dynamique, innovateur et compétent. Plus important encore, il est passé d'un projet qui servait de pourvoyeur d'informations et d'intrants à un projet partenaire ou catalyseur dans le processus de développement rural.

En plus, le personnel local du projet CARE a passé un temps considérable, au cours des dix-huit derniers mois, pour concevoir une suite à VANNA. Leurs efforts n'ont pas encore porté fruit jusqu'à maintenant. Pourtant ils bénéficient du soutien du Gouvernement. Le Directeur Général du Développement Rural (Ministère du Développement Rural, de la Pêche et de l'Environnement) a participé à cette équipe d'évaluation finale. Lui et son Ministre ont assuré CARE/Comores que ce document sera présenté

à la table-ronde des bailleurs de fonds sur l'Agriculture et l'Environnement qui se tiendra à Genève au début octobre.

L'équipe d'évaluation finale pense que ce qui suit devrait être pris en considération lors de la détermination de l'expérience acquise du projet VANNA. Les Comores sont encore l'un des pays les plus pauvres du monde. Anjouan est une île pauvre, surpeuplée au milieu de l'Océan Indien, et dans laquelle la plupart des biens, non produits sur les parcelles de subsistance des paysans, sont importés. Le pays vient juste de signer son premier accord avec le FMI après six ans de longues négociations. C'est un pays où le service public de vulgarisation agricole a cessé d'exister. Les Comores sont un pays dans lequel toutes les cultures commerciales (girofle - vanille - ylang-ylang) ont perdu beaucoup de valeur depuis que l'Accord du projet a été signé. On comprend difficilement comment des paysans de cultures de subsistance peuvent se procurer de nouvelles variétés de semences et autres intrants agricoles pour augmenter leur production, alors qu'il n'y a aucune structure pour en distribuer, et que les paysans ne disposent pas du revenu pour les acheter (tout étant importé).

Cependant tout succès réalisé dans le futur sera attribuable à la décision prise par le projet en 1992, avec l'appui de l'A.I.D et de CARE, pour mettre fortement l'accent sur un développement basé sur la communauté. Mais cette approche date seulement de deux ans et demie. Alors qu'elle a donné des résultats remarquables en si peu de temps, le temps et l'expérience ne permettent à aucun observateur de prédire avec une quelconque certitude que l'approche, basée sur la communauté, peut continuer à offrir des résultats en l'absence d'un quelconque soutien du Gouvernement ou d'une agence extérieure.

Aussi, l'enseignement essentiel à retenir du point de vue de la programmation est que sauf si un donateur veut s'engager pour le long-terme en travaillant dans un pays comme les Comores, il court le risque de susciter des attentes, parmi les populations locales, auxquelles il ne peut pas répondre à long-terme. Ceci renforce une mentalité d'assistés et de dépendance qui a été gravée dans la société anjouanaise depuis des décades, et qui en retour, s'est bâtie de concert avec l'histoire de beaucoup de projets d'aide non coordonnée et de courte durée. L'équipe d'évaluation finale pense qu'il est dommage, quand le projet offre des résultats tangibles en harmonie avec ceux établis par l'A.I.D. en 1989 et, quand l'indépendance est actuellement considérée par beaucoup de vulgarisateurs et de paysans comme quelque chose de possible (et qui n'était pas évident au moment de l'évaluation à mi-parcours), qu'il arrive maintenant à sa fin, sans aucun prolongement ni appui pour le suivi.

ANNEXES

ANNEXE 1

Liste des personnes ressources

Nom	Organisation	Titre/Position
Abdou Bacar	ASAP/Projet VANNA	Assistant Technicien, Cellule Suivi et Evaluation
Ahamady Allaoui	ASAP/Projet VANNA	Chef de Cellule, Formation et Vulgarisation
Ahmed Mahamoud	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Nyounguajou
Alaiddin Baco	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Vouani
Amri Salim	APPN	Directeur
Assane Moussa	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Nkourouni
Boura Said Ali	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Moya
Dainane Said Ali	CADER/CEA	Directeur Boungoueni
Dhoihari Toiliha	IRDA	Responsable CE
Dhulkama. Mme	FADC	Directrice
Gauffin Paul	PDRINE	Formateur
Gold, Robert	ASAP/Peace Corps	Education Environnementale
Ibrahim Abdallah	ASAP/Projet VANNA	Chef de Cellule Agronomie
Ibrahim Mahadali	ASAP/Projet VANNA	Assistant Technicien, Cellule Developpement Communautaire
Kamal Abdou	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Vouani
Mahamoud Said	ASAP/Projet VANNA	Technicien Assistant Cellule Foresterie
Said Mahmoud	PADR/PANSAC	Directeur Regional
Mohamed Abarhacan	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Koki
Mohamed Ali di Gabou	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Moya
Mohamed Moussa	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Koki
Moulimati Haroussi	ASAP/Projet VANNA	Vulgarisateur/Nyounguajou
Nguyen Vu	APPN	Agrogestionnaire
Omady Sidy	ASAP/Projet VANNA	Chef Cellule Foresterie
Pellizzari Edoardo	PDRINE	Conseiller Technique
Ahmed Saindou	PDRINE	Directeur
Saindou, Kassim	MDRPE	Directeur Regional
Salim Ben Ali	ASAP/Projet VANNA	Administrateur
St. Pierre, Claude	CARE/Comoros	Directeur
Thembo Vhosi Thomas	ASAP/Projet VANNA	Assistant Chef de Projet
Victorson, Lane	ASAP/Peace Corps	Education Environnementale
Walters, Eddie	ASAP/Project VANNA	Chef de Projet

ANNEXE 2

Evaluation Programme

8th August 1994	Meeting between Team Leader Mr. Bess and REDSO officials.
9th August 1994	Dr Pellek and Mr. Bess arrive Moroni. Briefed by CARE/Comoros Director, Claude St. Pierre. Discussions, review documentation.
10th August 94	Continue discussions and document review. Joined by Evaluation Team Member A. Djabir, Dir. General for Rural Development (MRDPE). Discussions with Peace Corps Volunteer.
11th August 94	Arrival in Anjouan. Meet with Mr. Eddie Walters, Project Manager, and ASAP/VANNA Project Team.
12th August 94	Meet with ASAP/VANNA Project Team. Discuss and draft programme. Visit by all Evaluation Team members to Bazimini.
13th August 94	Mr Djabir visits Vouani, Dr Pellek visits Nkorouni and Mr Bess visits Nyongajou SDIs. Return, discuss results and review documentation. Interview key Project staff
14th August 94	Mr. Bess and Mr. Djabir visit Ouani SDI and Dr. Pellek visits Koki SDI. Interviews continue with key Project staff.
15th August 94	Meeting with FED Project staff. Interviews of key ASAP/VANNA Project staff.
16th August 94	Meetings with IFAD, FAC and FADC staff. Interviews with key ASAP/VANNA Project staff. Dr. Pellek departs for Moroni.
17th August 94	Meeting with WFP and FADC. Ms Cheryl Anderson-Kai (REDSO/ESA Project Officer) and Mr Claude St. Pierre arrive Anjouan. Discussions on Evaluation progress. Interviews.
18th August 94	Mr. Bess and Mr. Djabir write draft Executive Summary. Mr. ST- Pierre and Mr. Bess Translate Executive Summary.
19th August 94	Presentation of Executive Summary (French) to ASAP/VANNA staff. Discussions and revisions.
20th August 94	Complete discussions, update M&E information. Return to Moroni.
21st August 94	Continue writing Draft Final Evaluation.
22nd August 94	Mr. Bess, Ms. Anderson-Kai and Mr.St. Pierre discuss conclusions and recommendations. Mrs Anderson-Kai departs Nairobi
23rd August 94	Continue discussions on results, and complete main body of Draft Final Evaluation Report. Mr. Bess departs for Nairobi.
24th August 94	Continue writing report in Nairobi.
25th August 94	Mr. Bess meets with Dr. Pellek and Mrs Anderson-Kai at REDSO/ESA Nairobi to discuss lessons learned, recommendations and conclusions.
26th August 94	Continue writing report.
27th August 94	Complete Final Evaluation Report. Submit copy to CARE/Comoros.

ANNEXE 3

BIBLIOGRAPHIE

- Abdallah Paune Kamaroudine "Les traditions culturelles aux Comores", Université de Paris, 1977.
- Bess, Mike et Louis Bockel "Evaluation mi-parcours: Projet Vulgarisation agricole nord nord-ouest Anjouan", décembre 1991, CARE/Comores
- Buck, Louise "Trip Report of Louise E.Buck: July 1988".
- CADER de Boungweni "Rapport additif au rapport final de l'évaluation projet VANNA", août 1994.
- CARE-Comores "Plan d'aménagement de la forêt d'Anjouan", projet VANNA (Kathryn Hunter et Mahamoud Said), décembre 1992
- CARE/Comores "Accord entre le Gouvernement de la République Fédérale Islamique des Comores et CARE-International pour l'exécution du Projet Vulgarisation Agricole du Nord et Nord Ouest d'Anjouan," 15 novembre 1991.
- CARE/Comores "Appui à l'autopromotion communautaire, comité de gestion de site - plan d'action de campagne agricole CADER des Ouani et de Boungweni", Projet VANNA
- CARE/Comores "Atelier de recyclage sur l'éducation environnementale", Projet VANNA (Thembo Vhosi, Tonya Barnes, Lane Victorson, Robert Gold, Mutui) juillet 1993
- CARE/Comores "Atelier de recyclage sur l'éducation environnementale", Projet VANNA (Thembo Vhosi, Tonya Barnes, Robert Gold, Omar Abdallah) décembre 1993
- CARE/Comores "Bilan de la campagne 1989-90 et objectifs de la campagne 1990-91", Projet VANNA, septembre 1990.
- CARE/Comores "Bilan des actions dans les parcelles de vulgarisateurs", Projet Vanna (Ahamadi Allaoui et Didier Lafrechoux), 22 août 1991
- CARE/Comores "Budget Prévisionnel. Année fiscale 1992 (1-7-91 au 30-6-92")
- CARE/Comores "Compte rendu de la réunion de coordination", various meetings, April 1989 to November 1st, 1991.
- CARE/Comores "Consultation des agriculteurs dans l'élaboration du statut et règlement intérieur", Cellule Développement Communautaire
- CARE/Comores "Consultations des agriculteurs sur les travaux d'aménagement et de gestion des sites de développement intensif: Réunion bilan 1992-1993", Projet VANNA (Thembo Vhosi Thomas) juillet 1994
- CARE/Comores "Document de formation des vulgarisateurs, 1991/1992", Projet VANNA (Didier Lafrechoux, Ahamadi Allaoui et Bacar Dossar Mohamed), 1991
- CARE/Comores "Enquête préférence des arbres 91/92", Projet VANNA (Omady Sidy), undated.

CARE/Comores	"Enquete sur l'appréciation des espèces d'arbres", Projet VANNA (Laframboise et Sidy), juin 1990.
CARE/Comores	"Espèces et écosystèmes: Les ressources naturelles au service du développement", Projet VANNA (Bodard), octobre 1990.
CARE/Comores	"Evaluation du "L.S.C. projet" (OPG1), avril 1988, AID.
CARE/Comores	"Exercice d'analyse des besoins en formation des vulgarisateurs", Projet VANNA (Laframboise), avril 1990.
CARE/Comores	"Explication analyse du SWOT", CVF, undated.
CARE/Comores	"Fiche d'Enquête sur l'adoption du paquet technique, Campagne 1993-94"
CARE/Comores	"Formation des vulgarisateurs aux CADER de Ouani et Boungueni, juillet-août-septembre 1990", Projet VANNA, (Didier Lafrechoux et Ahamadi Allaoui), avril 1991
CARE/Comores	"La lutte contre l'érosion: Les techniques", Projet VANNA (Ahamadi Allaoui et Didier Lafrechoux), mars 1991
CARE/Comores	"Lancement de la campagne 1990/91", CVF, undated.
CARE/Comores	"Les courbes de niveau végétales et les terrasses", Projet VANNA (Veerkamp), mars 1989.
CARE/Comores	"Les réunions techniques site par site en 1990/91", Cellule Vulgarisation et Formation, undated.
CARE/Comores	"Méthode pour le choix des nouveaux S.D.I.", mars 1989.
CARE/Comores	"Politique de gestion du personnel national", Projet VANNA, octobre 1993
CARE/Comores	"Procédures d'approvisionnement", mai, 1992
CARE/Comores	"Protocole, parcelles de suivi (Parcelles d'essais paysans)1992-1993, Projet VANNA"
CARE/Comores	"Protocole, parcelles de suivi (Parcelles d'essais paysans)1993-1994 Projet VANNA"
CARE/Comores	"Protocole, Suivi des parcelles paysannes, Campagne 1991-92"
CARE/Comores	"Rapport de la formation des formateurs", Projet VANNA (Ahamadi Allaoui, Mohamed Bacar Dossar et Maureen Plaas), février 1992.
CARE/Comores	"Rapport de synthèse sur l'exercice d'analyse des besoins en formation pour les vulgarisateurs du Projet VANNA, Coordination du Projet/Cellule Formation", undated.
CARE/Comores	"Rapport de synthèse: Séminaire de réflexion de Mohéli", août 1990
CARE/Comores	"Rapport final mars 1992 a août 1994, Cellule Développement Communautaire", Projet VANNA (Thembo Vhosi, Amina Antoy, Ibrahim Mahadali, Lane Victorson, Robert Gold), août 1994
CARE/Comores	"Rapport final préliminaire: Cellule Agronomique période du projet 89/90 = 93/94", Projet VANNA (Ibrahim Abdallah) août 1994
CARE/Comores	"Rapport final préliminaire: Cellule Foret", août 1994
CARE/Comores	"Rapport final préliminaire: Cellule Formation Vulgarisation", août 1994

CARE/Comores	"Rapport final préliminaire: Gestion du personnel" Projet VANNA, août 1994
CARE/Comores	"Rapport sur un bilan de l'action, Paysan formateur", Projet VANNA 1993
CARE/Comores	"Recommandations de la réunion des forestiers d'Anjouan pour présentation au séminaire environnemental", 15 mai, Mutsamudu.
CARE/Comores	"Remarques sur l'étude de la stratégie agricole", undated.
CARE/Comores	"Réunions villageoises, diagnostic", Projet VANNA, 1994
CARE/Comores	"Rôles des techniciens affectés dans les sites", Projet VANNA (Didier Lafrechoux), 28 août 1991.
CARE/Comores	"Réunions villageoises, Diagnostic", 1994
CARE/Comores	"Synthèse des besoins de formation des vulgarisateurs", Projet VANNA (Lafrechoux et Alloui), juin 1990.
CARE/Comores	"Termes de référence: Evaluation du projet Vulgarisation agricole nord nord-ouest Anjouan", juin 1994
CARE/Comores	"Visites inter site 1989/90: Bilan et propositions d'améliorations pour la campagne 1990/1991 au CADER Ouani", 14 avril 1990
CARE/Comoros	"A Survey of Natural Forest Use", undated. ASAP Project Natural Resources Unit.
CARE/Comoros	"Anjouan Sustainable Agriculture Project: Amendment to Project Supplement - Natural Forest Management Technician", June 11, 1990.
CARE/Comoros	"Annual Implementation Plan", various issues.
CARE/Comoros	"Bi-annual Report", Feb 15th, 1990.
CARE/Comoros	"Bi-annual Report", May 15th, 1991.
CARE/Comoros	"Bi-annual Report", March 20th, 1991.
CARE/Comoros	"Bi-annual Report", March 26th, 1990.
CARE/Comoros	"Bi-annual Report", June 6th, 1991.
CARE/Comoros	"Bi-annual Report", September 6th, 1991.
CARE/Comoros	"Bi-annual Report", June 8th, 1989.
CARE/Comoros	"Budget Expenditures", various issues, 1989 - 1991.
CARE/Comoros	"CARE Project Implementation Report, (PIR) Mid-Season 1993-1994", April 1994
CARE/Comoros	"CARE Project Implementation Report, (PIR)", November 1993
CARE/Comoros	"Concept Paper: Primary Health Care Project".
CARE/Comoros	"Continuation of ASAP Project presented to REDSO ASAP Review Committee", May 27th 1992
CARE/Comoros	"Draft Adoption of ASAP Technical Package 1994 (Site - Off Site)", August 15th, 1994
CARE/Comoros	"Environmental Education Training Workshop for Teachers", ASAP (K. Hunter and Mohamoud Said), September 1990.
CARE/Comoros	"Preliminary Economic Analysis of the Technical Package Recommended by the ASAP Project in Anjouan", ASAP (Eddie Walters) 1992

CARE/Comoros	"Preliminary Project Implementation Report (PIR), 1993-1994 Agricultural Season", July 1994
CARE/Comoros	"Project Implementation Report", various issues.
CARE/Comoros	"Request for an Amendment to the Grant No. 602-0002-0-SS-9043-00", May 27th 1992
CARE/Comoros	"Semi-Annual Narrative Report: ASAP", August 1988.
CAFiE/Comoros	"Summary of Project Community Organization and Extension Strategy," February 1990.
CARE/Comoros and United States Peace Corps	"Memorandum of Understanding: Environmental Education", undated.
CARE/International	"Project Proposal: Anjouan Sustainable Agriculture Project (First Revision)", April 18, 1989.
CARE/International	"Regional Technical Advisors (RTA) Reports", various issues (Hetz, Hughes, Newby and Buck)
CARE/International	"Supplement to the Anjouan Sustainable Agriculture Project", New York, June 16, 1989.
CEFADER/CADER & PAM	"Compte rendu de la réunion de démarrage du Projet PAM 2545 Elarg. 2 'Assistance pour un Programme de Développement Rural Intégré", Mutsamudu, 12 janvier 1990.
CEFADER/CADER & PAM	"Compte rendu de la réunion de revue interne et de programmation 91 de Projet PAM COI-2545 Elarg. 2, "Assistance pour un Programme du Développement Rural Intégré", Tsembehu, 20 novembre 1990.
deDIVONNE, Philibert	"Insécurité foncière et groupements paysans sur les sites du Projet CARE Anjouan: Rapport provisoire", juin 1990.
Economist Intelligence Unit	"Madagascar, Mauritius, the Seychelles and the Comoros", various Annual Reports, 1990-1994
FAO	"Projet de Développement Rural de Nioumakélé-Anjouan", FAO Information Centre, February 1991.
Fasquel, Jean	<u>Mayotte, les Comores et la France</u> , Paris, 1991.
Gavitt, Christy	"Evaluation of AID's Operational Program Grant to CARE - Comoros", CARE/Comoros, April 1988.
Gold, Robert	"Environmental Resource Center Project for the Island of Anjouan", Peace Corps, 1994
Grosenick, Gerold., Sensenig, Barton	"Agricultural Sector Review: Comoros", Chemonics for REDSO/ESA, December 1988.
Hetz, Peter	"Trip Report: ASAP Comoros: August 1990", CARE/Nairobi.
Hughes, David	"Draft Technical Assistance Report, Anjouan Sustainable Agriculture Project, June 21st - 27th 1991", CARE International in Kenya
Hughes, David	"Technical Assistance Report: Anjouan Sustainable Agriculture Project, April 30th - May 10th, 1990", CARE/International in Kenya
Hughes, David	"Technical Assistance Report: May 1990".
Hughes, David	"Trip Report CARE Comoros Anjouan Sustainable Agriculture Project, May 18th - 23rd 1992", CARE International in Kenya

Hughes, David	"Trip Report on Technical Assistance Visit to Comoros Islands, November 11th - 14th 1991", CARE International in Kenya
Hughes, David	"Trip Report, CARE Comoros Anjouan Sustainable Agriculture Project, August 16th - 23rd 1993"
Hughes, David	"Trip Report, CARE Comoros Anjouan Sustainable Agriculture Project, October 5th-10th 1992, Draft", CARE International in Kenya
Hughes, David	"Trip Report: August 1991".
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	"Preparation of the Phase I: IFAD", 1990.
International Monetary Fund	"Preliminary Remarks on a Structural Adjustment Program for the Government of the Federal Islamic Republic of the Comoros", 1991.
LaFramboise, David., John Veerkamp, Dan Stephens	"Project Proposal for Anjouan Sustainable Agriculture Project", April 1989.
Newby, Lenita	"CARE Comoros Anjouan Sustainable Agriculture Project Trip Report (June 8-20, 1991), CARE International in Kenya
Newby, Lenita	"Trip Report CARE Comores Anjouan Sustainable Agriculture Project, May 18-23 1992", CARE International in Kenya
Orstom, Robineau	Société et Economie d'Anjouan, 1966.
Plas, Maureen	"Training Needs Assessment Report for CARE-Comoros ASAP", ASAP January 3, 1992
Programme Alimentaire Mondial (World Food Programme)	"Rapport de la mission chargée de l'évaluation intermédiaire du Projet COMORES 2545 Elarg. 1, Projet polyvalent d'appui au développement rural et examen de la requête pour un deuxième élargissement (29 février - 11 mars et 9 - 28 avril 1988.
Programme Alimentaire Mondial (World Food Programme)	"Rapport de la mission de revue du Projet COMORES 2545 (Elarg. 2): Programme de developpement rural intégré (27 mai - 5 juin 1991), par J. Budarara, juin 1991.
Ratsimbazafy, Eric	"FNUAP: Etude de Marche sur les activités rémunératrices à l'intention des femmes et des groupements des femmes aux îles Comores - Projet de rapport final", décembre 1990.
REDSO/ESA	"Anjouan Sustainable Agriculture - Evaluation Scope of Work", October 1991.
REDSO/ESA	"Authorization of Comoros Anjouan Sustainable Project (ASAP, 602-002)", August 1, 1989.
REDSO/ESA	"Comments on REDSO/ESA Review Mid-Term Evaluation, Anjouan Sustainable Agriculture Project - OPG 602-002", Richard Pellek, Natural Resources Advisor, December 31, 1991
REDSO/ESA	"Grant No. 602-0020GOSS-9043-00 (Anjouan Sustainable Agriculture - Comoros) Amendment No. 04)", July 13, 1992
REDSO/ESA	"Grant No. 602-0020GOSS-9043-00 (Anjouan Sustainable Agriculture - Comoros) Amendment No. 06", March 29, 1994

REDSO/ESA	"Grant No. 602-002-G-SS-9034; Amendment No. 5", September 11, 1992
REDSO/ESA	"Report on Trip to the Comoros, June 7-14, 1990", K.B. Paul and L.S. Waskins, June 26, 1990.
REDSO/ESA	"Trip Report to Comoros, January 11 -14 1993", A. Jeffrey, January 22, 1993
REDSO/ESA	"Trip Report, Comoros - ASAP, December 8 - 13, 1990",- Gregg Wiitala and Pat Fleuret, December 1990.
RFIC	"Deuxième Conférence de Table Ronde des Partenaires du Développement des Comores, Volume 3: La coopération technique: Situation actuelle et perspectives". Genève 24-25 juin 1991.
RFIC	"Deuxième Conférence de Table Ronde des Partenaires du Développement des Comores: Résumés des documents destinés aux bailleurs de fond", Genève 24-25 juin 1991.
RFIC	"Deuxième Conférence de Table Ronde des Partenaires du Développement des Comores: Volume 1: Politique économique, ajustement et développement" Genève 24-25 juin 1991.
RFIC	"Etude de la stratégie agricole - l'appui institutionnel à l'agriculture (Document provisoire, janvier 1991), Nb Edition 91.013. Ministère de la Production, du Développement Rural, d'Industrie et de l'Artisanat.
RFIC	"Consultation sectorielle sur l'environnement et l'agriculture: Secteur agricole, synthèses sur la revue des projets (document provisoire), Ministère du Développement rural de la Pêche et de l'Environnement, Moroni, juillet 1994
United States State Department	"UNDP Roundtable on Comoros Islands, Geneva, June 24-25 [1991], No. 007529", 8 July 1991.
United States State Department	"United States State Department, "Early Project Notification for a Proposed IFAD Loan (EPN): Comoros: Small Producer Support Project in Nioumaketle [Southeast Anjouan - Previous FAO Project Area]", No. 018583, October 11, 1991.
USAID	"Annual Budget Submission FY 1992. Comoros, Djibouti, Mauritius, Seychelles," July 1990.
USAID	"Annual Budget Submission FY 1993", REDSO/ESA. July 1991.
USAID	"Grant No. 602-002-G-SS-9034-00 (Anjouan Sustainable Agriculture - Comoros) Amendment No. 01", April 20, 1990.
USAID	"Grant No. 602-002-G-SS-9034-00 (Anjouan Sustainable Agriculture - Comoros) Amendment No. 02", March 1, 1991.
USAID	"Grant No. 602-002-G-SS-9034-00 (Anjouan Sustainable Agriculture - Comoros)", August 30, 1989.
USAID	"Grant No. 602-002-G-SS-9034-00 (Anjouan Sustainable Agriculture-Comoros) Amendment No. 03", April 15, 1991.
USAID	"Island Countries of the Indian Ocean. A Regional Profile" July 1980.

USAID	"Operational Program Grant to CARE-Comoros - Evaluation Summary, FY 1984," March, 1984.
Veerkamp, John	"Social Agroforestry Survey (Ouani, Boungoueni) ["Project Baseline Survey"]", CARE/Comoros, 1988.
Wiitala, Greg., Fleuret, Pat.	"Trip Report COMOROS-ASAP, December 8-13, 1990".
World Bank	"Aide Mémoire de mission, République Fédérale Islamique des Comores, Projet d'appui au secteur agricole. Mission de suivi a l'identification du projet, 4 août 1994
World Bank	"Modalités de préparation du projet, Projet d'appui au secteur agricole, République Fédérale Islamique des Comores";, juillet 1994
World Bank	"Project Completion Report Islamic Federal Republic of the Comoros, First Education Project", January 5, 1990.
World Bank	"The Comoros, the Arduous Path to Economic Growth: The Need for Adjustment", August 14th 1987.
World Bank	"The Comoros: Problems and Prospects of a Small, Island Economy", Eastern Africa Regional Office, Washington, DC, July 1979

ANNEXE 4

Evaluation Field Visit Methodology Criteria Diagnostic Monitoring and Evaluation of ASAP/VANNA Project Sites August 1994

Site	Altitude	Site Selection Criteria	Level of Degrad	Adoption	Community Participation	Visited by:
CADER Ouani						
Bazimini	2	N	2	3	3	Bess, Djabir Pellek
Koki	2	N	3	2	2	Pellek
Kongani	2	N	2	3	3	
Monon	3	N	2	3	3	
Ouani	1	O	2-3	1	1 (Plan)	Bess, Djabir
Boudracouni	3	O	3	2	2	
Halingui	3	O	3	2	2	
CADER Boun-gueni						
Njamane	1	N	2	3	3 (Plan)	
Bimbini	1	N	3	2	2 (Plan)	
Nyongajou	2	O	3	3	3+ P/C	Bess
Kaweni	2	O	3+	2	2 P/C	
Nkourouni	1	O	3+	3	3 P/C	Pellek
Dzindri	2	O	2-3	2	2	
Vouani	1-2	N	2	3	3 P/C	Djabir
Band. Vouani	1-2	N	2	2	2	
Moya	2-3	O	2-3	1	1	
Boungoueni	2	O	3	2	2	

1. **Altitude: 1 = lowest zone, 3 = highest elevation zones.**
2. **Site Selection Criteria: An "O" indicates an old site in which the Project's original site selection criteria were applied, while an "N" indicates a new site in which new criteria were applied.**
3. **Level of degradation: 1 = highest, 3 = lowest.**
4. **Adoption reflects the degree to which farmers on the sites have accepted the Project's technical package.**
5. **Community participation is gauged by several factors, including how far the site committees have come in setting out action plans, committee management plans etc.**
6. **The last column shows which members of the Evaluation Team visited which sites during the Final Evaluation.**

ANNEXE 5

EVALUATION DU PROJET

VULGARISATION AGRICOLE NORD NORD OUEST ANJOUAN

CARE-COMORES

I - ACTIVITE A EVALUER :

Le 30 août 1989, un accord de 3,5 millions de dollars (No. 602-0002-G-SS-9043) a été signé pour une période de 5 ans, entre l'Agence Internationale pour le Développement (A.I.D.) et la Coopérative for American Relief Everywhere (CARE), pour l'exécution du projet Vulgarisation Agricole Nord-Nord-Ouest Anjouan (VANNA 602-0002). Le projet VANNA se déroule à Anjouan, en République Fédérale Islamique des Comores. La date d'achèvement de l'assistance au projet est fixée au 30 septembre 1994.

II - OBJET DE L'EVALUATION

L'évaluation finale, comme exigée et financée par l'accord, doit être achevée au cours de la dernière année du projet. Le calendrier et la portée ou le contenu de cette évaluation finale doivent être convenus d'un commun accord entre CARE et REDSO-ESA, tel qu'indiqué dans l'autorisation de ce document. L'objectif de l'évaluation finale est de déterminer :

- (A) le degré d'adoption, l'impact (dans les communautés locales d'Anjouan) et la pérennité potentielle du paquet technique du projet;
- (B) l'amélioration des capacités de la population d'Anjouan à mettre fin à la dégradation de l'environnement.

Le Gouvernement de la République Fédérale Islamique des Comores se servira de cette évaluation pour déterminer quel est le soutien nécessaire qu'il peut apporter pour faire adopter le paquet technique par les paysans des différentes régions d'Anjouan et des autres îles des Comores en général. Le Gouvernement pourra aussi juger de la meilleure façon de continuer le programme d'éducation environnementale dans les écoles comoriennes.

Les expériences acquises seront publiées au sein de l'A.I.D. afin de permettre la conception de projets similaires pour les régions montagneuses et à fortes précipitations des pays situés sous les tropiques.

III - HISTORIQUE

L'aide américaine aux Comores est principalement d'ordre humanitaire. Les Comores sont un petit pays insulaire avec un taux de croissance démographique élevé, et une des économies la moins développée du monde.

Le projet VANNA, destiné à faire face au problème croissant de la baisse de productivité des terres agricoles, est la suite d'un accord initial de 3,5 millions de dollars (No. 602-001-G-00-4001-00) signé entre l'A.I.D. et CARE en 1984, pour la fourniture d'une assistance technique en vue de l'augmentation de la production agricole. L'objectif du projet VANNA, conformément à l'amendement No. 4 du 13 juillet 1992, est

- 1 - l'augmentation de la productivité des champs visant un objectif de 3000 parcelles paysannes en 1994;
- 2 - l'adoption et l'utilisation d'une série d'options dans la gestion des champs, qui permettront à ces paysans d'optimiser leur production,
- 3 - l'amélioration des capacités de la population anjouanaise à maîtriser la dégradation de l'environnement par l'augmentation de la sensibilisation et,
- 4 - la promotion de pratiques efficaces de gestion des ressources naturelles.

Une évaluation à mi-parcours, telle qu'exigée et financée par l'Accord, a été entreprise en décembre 1991. Le but de cette évaluation était de constater les progrès enregistrés par rapport à l'objectif du projet. Les principaux résultats et conclusions étaient:

- (A). L'équipe chargée de la gestion de VANNA a une connaissance globale du projet et elle met en oeuvre un paquet technique solide au sein des zones cibles du projet. L'adoption du paquet technique du projet par les paysans était bonne. Par contre, les paysans concernés sont très lents dans l'implantation du paquet technique sur leur propre champ, en dehors des zones cibles du projet. L'effet d'entraînement au niveau des régions non impliquées est donc demeuré limité.
- (B). A cause de l'incapacité du Gouvernement Comorien à assumer une plus grande responsabilité vis-à-vis des activités initiées par le projet, la réalisation des objectifs du projet et son maintien à long terme sont probablement difficiles à obtenir sans une réorientation du projet vers une approche plus communautaire.

Par rapport à ces principaux résultats et conclusions, CARE a engagé (en mars 1992) un conseiller en Développement Communautaire afin d'aider le projet à accroître la participation communautaire et promouvoir le paquet technique de VANNA. Conséquemment, les objectifs et orientations du projet ont été modifiés (Amendement No. 4 du 13 juillet 1992) pour refléter ce qui est désormais réalisable d'ici la fin du projet:

La mission d'évaluation considérera les différents composantes de VANNA, en se reportant en particulier aux points suivants:

- A.** Le paquet technique de VANNA est composé de trois éléments principaux qui devraient normalement se dérouler de façon séquentielle, soit les mesures anti-érosives, l'accroissement de la fertilité et la diversification des cultures.

1. Mesures anti-érosives (M.A.I.)

La première intervention consiste à installer sur les courbes de niveau des lignes anti-érosives composées d'un mélange d'herbes et d'arbres, suivie de la protection des champs par des haies vives, ainsi que le reboisement des champs impropres à la culture. La mission d'évaluation doit déterminer :

- (a) le nombre de paysans consentants et la quantité des M.A.I.
- (b) la composition des M.A.I. et le degré d'entretien, et
- (c) l'efficacité des M.A.I.

2. Accroissement de la fertilité

Une fois les mesures de conservation du sol prises, la culture peut commencer. L'action principale dans la recherche de l'accroissement de la fertilité est l'incorporation de matière organique. Pour les tubercules, la matière organique est incorporée dans les terrasses en gradins. Les légumes sont plantés sur terrain plat. Le projet encouragé en même temps d'autres moyens d'amélioration de la fertilité tels que l'engrais vert, le paillis et la stabulation du bétail. La mission d'évaluation doit déterminer :

- (a) le nombre de paysans qui ont adopté les terrasses en gradins;
- (b) l'évaluation de l'usage en termes d'augmentation de la productivité
- (c) le degré d'adoption et l'efficacité des autres mesures d'accroissement de la fertilité.

3. Diversification des cultures

A travers la diversification des cultures, les paysans ont été encouragés à étaler leurs risques, à cultiver des cultures commerciales, à améliorer la fertilité du sol et à alterner les cultures sur les terrasses. La mission d'évaluation doit déterminer:

- (a) le nombre de paysans utilisant la technique de la diversification des cultures;
- (b) les rendements et revenus améliorés;
- (c) l'amélioration de la fertilité des terrasses.

B. Le système d'exploitation de VANNA:

Les trois points ci-dessus mentionnés à savoir les mesures anti-érosives, l'accroissement de la fertilité et la diversification des cultures décrivent le paquet technique que VANNA est en train d'introduire au niveau des paysans d'Anjouan. Les vulgarisateurs, hommes et femmes des communautés des zones cibles, auront été formés par le projet VANNA selon une approche systématique visant à introduire le paquet technique (incluant une adaptation à la localité ou au site spécifique) au niveau des paysans et des communautés. Il s'agit du système d'exploitation que le projet VANNA aura introduit à travers le

le paquet technique (incluant une adaptation à la localité ou au site spécifique) au niveau des paysans et des communautés. Il s'agit du système d'exploitation que le projet VANNA aura introduit à travers le P.A.C.D.. Les intrants tels que les boutures, les semis d'arbres fruitiers et les graines doivent être fournis par les pépinières développées et privatisées par le projet. La mission d'évaluation doit déterminer:

- (a) l'adoption du système d'exploitation par les paysans et les communautés comme étant leur "propre" système et, par conséquent, évaluer le potentiel de maintien du paquet technique et du système d'exploitation au delà du P.A.C.D.;
- (b) les avantages économiques (rendements et revenus, le tout directement et indirectement lié au paquet technique et au système d'exploitation) et comparer les résultats avec les pratiques traditionnelles d'exploitation;
- (c) les avantages du paquet technique sur l'environnement et sur le système d'exploitation en termes de réduction de l'érosion des sols et de baisse du taux de défrichement de la forêt tropicale restante;
- (d) le nombre de paysans qui ont adopté le paquet technique et le système d'exploitation;
- (e) le nombre d'associations communautaires formées ou renforcées;
- (f) le nombre de pépinières privatisées;
- (g) le nombre de vulgarisateurs formés;
- (h) le nombre de paysans utilisant le paquet technique (ou une partie du paquet technique) et le système d'exploitation sur des parcelles en dehors des zones cibles du projet;
- (i) le nombre de paysans hors projet qui utilisent le paquet technique (ou une partie du paquet technique) et le système d'exploitation.

C. Le programme d'éducation environnementale de VANNA.

Evaluer l'efficacité du programme d'éducation environnementale en termes d'impact au niveau des élèves concernés, des associations environnementales, ainsi que la sensibilisation et l'engagement de la communauté dans les programmes environnementaux et la gestion des ressources naturelles.

D. L'expérience acquise

La mission d'évaluation doit déterminer l'expérience acquise durant l'exécution de VANNA en termes de:

- (a) développement et exécution du paquet technique;
- (b) l'engagement de la communauté dans les processus d'approvisionnement et du maintien du paquet technique;
- (c) l'approche du système d'exploitation sur le développement agricole;

- (d) la quasi incapacité du Gouvernement à constituer une contre partie effective dans l'exécution du projet;
- (e) l'éducation environnementale à l'école et au niveau de la communauté.

Le rapport d'évaluation doit fournir des résultats empiriques pour répondre à ces questions, des conclusions (interprétations et jugements) basées sur les résultats obtenus, et des recommandations basées sur les résultats de l'exercice d'évaluation.

V - METHODES ET PROCEDURES

La mission d'évaluation examinera les documents du projet, y inclus la Convention de Donation avec les amendements subséquents, les rapports bi-annuels, les rapports financiers, les études spéciales, les rapports de consultants, les rapports de mission du Chef du Projet REDSO et l'évaluation à mi-parcours. Les documents ci-dessus mentionnés se trouvent au REDSO/ESA, au Bureau Régional de CARE à Nairobi ainsi qu'aux bureaux de CARE à Moroni et à Mutsamudu.

Une partie de la mission d'évaluation rencontrera d'abord à Nairobi la Direction de REDSO/ESA et le Chef de projet REDSO/ESA, pendant les trois jours de consultation et de documentation sur le projet. La mission va ensuite se rendre à Moroni pour une consultation de deux jours avec le Directeur local de CARE et les représentants du Gouvernement Comorien au Ministère du Développement Rural, de la Pêche et de l'Environnement et enfin à Mutsamudu, pour une rencontre préliminaire avec le Gouverneur d'Anjouan et les responsables régionaux, suivi de dix jours de travail sur le terrain. Durant la dernière semaine, le Chef du Projet REDSO/ESA et le Directeur local de CARE rejoindront la mission d'évaluation pour examiner la version préliminaire du rapport d'évaluation et faire leurs commentaires à la mission d'évaluation. Deux jours supplémentaires seront réservés au Chef de la mission d'évaluation.

Un appui logistique incluant les rendez-vous avec les représentants du Gouvernement et le transport par voie terrestre à l'intérieur des Comores, sera offert par CARE/Comores. Les ordinateurs portables et accessoires seront à la charge des consultants.

VI - COMPOSITION DE LA MISSION D'EVALUATION:

La mission d'évaluation sera composée d'un agro-sociologue et de deux agronomes (dont un du Gouvernement Comorien) choisi par REDSO/ESA, CARE et le Gouvernement Comorien. Les qualifications requises pour les consultants sont les suivantes:

Agro-Sociologue

L'agro-sociologue jouera le rôle de Chef de mission. Il/elle doit avoir une expérience de dix ans au moins dans le domaine des programmes d'assistance au développement, cinq ans d'expérience en évaluation notamment en évaluation des projets agricoles et des ressources naturelles, ainsi que des projets exécutés par des Organisations Non Gouvernementales (ONG). Le Chef de mission aura la charge de la préparation de la version préliminaire et du rapport final. La qualification minimum requise est une maîtrise en sciences sociales avec des études ou connaissances en agriculture. Avoir des facilités d'expression en Anglais et en Français, du niveau FSI 3R3S (minimum). La capacité d'analyse des données et la maîtrise d'un logiciel de traitement de texte sont exigées.

Agroforestier

Une expérience de dix ans au moins comme agroforestier, incluant les domaines de la conservation des sols, le développement de l'agriculture communautaire et l'éducation environnementale; cinq ans d'expérience en évaluation notamment en évaluation des projets agricoles et des ressources naturelles, et des projets exécutés par des Organisations Non Gouvernementales (ONG).

La qualification minimum requise est une maîtrise en agriculture ou dans un domaine lié à l'agriculture, incluant des études ou connaissances en économie agricole. Avoir des facilités d'expression en Anglais et en Français, du niveau FSI 3R3S (minimum). La capacité d'analyse des données et la maîtrise d'un logiciel de traitement de texte sont exigées.

Agronome

Le troisième membre de la mission d'évaluation sera un représentant du Gouvernement Comorien avec les qualifications suivantes: - Une expérience de cinq ans au moins comme agronome, incluant les domaines de la conservation des sols et le développement des cultures. L'expérience en évaluation portera aussi sur l'évaluation des projets agricoles et des ressources naturelles. La qualification minimum requise est un diplôme universitaire en agriculture ou dans un domaine lié à l'agriculture, incluant des connaissances en économie agricole. Avoir des facilités d'expression en Anglais et en Français, du niveau FSI 3R3S (minimum). La capacité d'analyse des données et la maîtrise d'un logiciel de traitement de texte sont exigées.

VII - MODALITES DU RAPPORT

La version préliminaire du rapport d'évaluation, en Anglais et en Français, devra être remis au 14è jour de l'évaluation. Ceci permettra au chef du projet REDSO à CARE/Comores et au personnel du projet VANNA de l'examiner et de réagir.

La version finale du rapport sera déposée au 18è jour de l'évaluation. Le Chef de la mission fera le compte rendu au REDSO/ESA et CARE/Comores dans les dix jours suivant la réception du dernier draft du rapport. Le rapport final relié en spiral (en Anglais et en Français et sur disquette de 5,25 et 3,5 pouces) sera exigible dans les dix jours suivant la réception des commentaires de REDSO/ESA et CARE.

La version finale et le rapport final seront soumis suivant le plan ci-après:

- Synthèse
- Tableaux de données
- Table des matières
- Rapport principal
- Annexes (plan des travaux, liste des personnes interviewées, itinéraire, liste des documents consultés et liste des abréviations).

VIII - FINANCEMENT

Le financement de l'agro-sociologue et de l'agroforestier sera assuré par le projet. Le financement d'un agronome sera assuré par REDSO.

ANNEXE 6

Summary of Project Logical Framework and Achievements

Narrative Summary (NS)	Measurable Indicators (OVI)	EOP Achievements
Goal:		
<p>1 By 1994, to improve the economic well-being of 3,000 project area farm families in terms of increased agricultural productivity, improved access to resources and stabilized income through crop diversification.</p>	<p>1.1 3,000 farmers have adopted the entire technical package.</p>	<p>1.1 Nearly 2,500 farmers have adopted anti-erosion measures and soil enrichment measures.</p>
	<p>1.2 6 village-based forest management plans are developed and implemented by EOP.</p>	<p>1.2 6 village-based forest management plans were developed and implemented by EOP.</p>
	<p>1.3 Greater diversity of food and cash crop species present in treated and non-treated fields.</p>	<p>1.3 Diversity of food and cash crop species present in treated and non-treated fields of greater than 30%.</p>
Purpose:		
<p>1. To improve the productivity of farmland of 3,000 target area farmers by 1994 to achieve acceptance and practice of a range of field management options that enable those farmers to optimize production, and to improve the people of Anjouan</p>	<p>1.1 3,500 farmers have adopted step terraces with incorporation of organic matter.</p>	<p>1.1 Nearly 2,500 farmers have adopted step terraces incorporating organic matter (billon).</p>
	<p>1.2 A 25% increase in net value of production on treated versus untreated fields.</p>	<p>1.2 An increase in net value of production on treated vs. untreated parcels. (35-80%)</p>
	<p>1.3 Same as Indicator 1.3 for Project Goal</p>	<p>1.3 Marked increase in crop diversification.</p>
	<p>1.4 3,000 farmers managing Anti-Erosive measures</p>	<p>1.4 Over 250 farmers trimming vetiver; over 2,500 farmers using LAE and/or step terraces and/or organic enrichment (billions)</p>

	1.5 1,000 students receive environmental education in elementary schools.	1.5 More than 1,000 students received environmental education.
	1.6 Same as Indicator 1.2 for Project Goal	1.6 Six village-based plans.
	1.7 3 environmental associations by EOP	1.7 Six environmental associations formed and assisted.
1 Effective monitoring and evaluation system	1.1 Communities have input in the M&E system.	1.1 All 17 of 17 sites have site plans, 15 have committee action plans ("plans d'action"), 15 have committee management plans ("cahiers de site"), and six have village management plans ("plans villageois"), annual farmer and site M&E meetings ("réunions bilan")
	1.2 System provides accurate estimates of economic return of technical package.	1.2 Various surveys, follow-ups, etc. show economic returns on tech. package. of more than 40% (up to 150%) for major crops.
	1.3 The extension message is refined each season according to findings of M&E system.	1.3 Project management, technicians, extensionists & farmers participate in annual and other M&E, discussions (action plans, cahiers, bilans, etc.), design plans, etc.
2 Effective agroforestry support	2.1 4 central nurseries at EOP	2.1 6 central nurseries at EOP
	2.2 7 central nurseries at mid-term	2.2 7 private nurseries
	2.3 9 private nurseries at EOP	2.3 9 private nurseries at EOP
	2.4 6 private nurseries at mid-term	2.4 2 private nurseries at mid-term
	2.5 1,200,000 seedlings produced by EOP	2.5 Over 1.3 million seedlings produced by EOP
	2.6 65% seedling survival rate after 1 season	2.6 65% survival rate by EOP
	2.7 20,000 fruit trees sold by EOP	2.7 Over 37,000 fruit trees produced by EOP

	2.8 200 km of anti-erosive lines established.	2.8 242 km anti-erosive lines established by EOP
	2.9 750,000 cuttings planted	2.9 Over 1 million cuttings planted
3 Effective agronomic support	3.1 25 station trials conducted by EOP	3.1 30 station trials (annual "parcelles de suivi") by EOP
	3.2 15 farmers participating in on-farm trials by EOP	3.2 17 farmers participate in on-farm trials last season of Project
	3.3 20 farmers participating in farmer-managed trials by EOP	3.3 17 farmers participating in farmer-managed trials
	3.4 5 technologies tested and diffused to farmers	3.4 13 technologies tested and diffused to farmers.
4 Strengthened training and extension	4.1 3,200 extensionist training days by EOP	4.1 4,663 extensionist training days at EOP
	4.2 Development and edition of training plan	4.2 Training Plan completed & edited 1992
	4.3 3,500 farmers trained by EOP	4.3 Over 3,500 farmers trained by EOP through 7,099 farmer training sessions.
	4.4 7 extensionists paid by GFIRC in each CADER by EOP	4.4 No extensionists paid by GFIRC by EOP
	4.5 150 staff training days by EOP	4.5 245 staff training days by EOP
	4.6 20 extensionist run demonstration plots at EOP	4.6 17 extensionists ran demonstration plots last year of Project.
5 Improved Natural Forest management	5.1 6 community forest management plans developed and implemented	5.1 6 community forest management plans developed & in various stages of implementation
	5.2 Natural Forest Management Plan is and accepted by GFIRC.	5.2 Natural Forest Management Plan completed, not yet adopted by GFIRC
	5.3 Forest inventory is finalized	5.3 Forest inventory finalized

	5.4 15,000 endemic species seedling produced by EOP.	5.4 No farmer demand for endemic species. Arboretum established. 8,290 endemic tree seedlings produced
6 Enhance community participation and organization	6.1 10 site (or village) committees established and operating	6.1 17 site committees established and operating at EOP
	6.2 60% farmer to farmer reimbursement rate for seed and vegetative material	6.2 20% reimbursement to Project for cuttings, comités de sites managing seed & cuttings reimbursements in 15 of 17 sites
	6.3 10 farmer groups organized to address agricultural issues	6.3 15 farmer groups organized to address agricultural issues.
7 Increased Environmental awareness	7.1 20 pilot schools by EOP	7.1 20 pilot schools by EOP
	7.2 Environmental education officially part of national curriculum	7.2 Environmental education included locally, and at Teachers Training level, but not yet by GFIRC
	7.3 600 teacher training days	7.3 545 teacher training days and 1,850 students trained by EOP
	7.4 3 environmental associations created and active on Anjouan	7.4 6 environmental associations formed & assisted

ANNEXE 7

Detailed Forestry and Agronomy Observations

Despite the early ASAP emphasis on a Natural Resources Unit which presumably fed into agroforestry applications, there continues to be a certain level of dependency on exotic species and imported seed. Although the former Natural Resources Unit identified over 100 species of plants in surrounding forests, few of the indigenous species have been amenable to mass reproduction and distribution through the Project.

Farmers in general prefer the exotics because of their fast growth. Highest farmer priority is on multiple use species, *bois de service*, which includes utilization for poles, tools, saw timber, forage and fuelwood.

Privatization of nurseries has exceeded the target numbers. About half of the annual seedling production now comes from privately run nurseries, but virtually all of the output from them is purchased by the Project, the only buyer of consequence. When the Project ends, the nursery operations will come under the supervision of the CEAs. Private management will continue, for the most part.

An obvious risk to smooth transition of the nursery system is the interruption of imports. As the Project closes, there may be a void in services whereby tree seed is no longer available to continue nursery operations in the same manner as was done in the past. Since some or even most of the species are exotic, they do not always produce seed, or viable seed, or enough seed from second generation trees to meet future needs. On the other hand, a few species which were once imported in large quantities are imported only when conditions are unfavorable. For example, *Acacia auriculiformis*, a fast growing and popular species that was once imported, now produces sufficient viable seed from local sources to make imports unnecessary.

All indications are that the levels of stocks of local species are inadequate to meet needs, yet some of the slow growing local species are rejected by farmers. Also, that true demand is masked by cost and availability factors. There are promising results with a few indigenous species during the current growing season, but it is premature to say how much planting stock could be expected in the future.

As long as seedlings are made available to farmers at no cost, the apparent demand remains high. Since the Project buys all of the output from private nurseries, there is an incentive to have private nurseries. Seedling production in the near term will be transferred to the Centre d'Encadrement Agricole (CEA) system, financed by the World Food Program. The decision to continue with forestry seedling production underscores the importance that FIRC places on continuing to meet the demand for seedlings. A transfer of buyers from one institution to another, however, postpones the day when farmers decide to raise and plant trees on their own. Some people believe that average Comorians do not put a high priority on personal forestation of the land, and certainly not with their limited disposable income. Even fruit trees are currently difficult to sell through the Project because production and labor costs are considerably higher than for forestry seedling production. Fruit tree production in ASAP dropped dramatically after it was announced that the Project would not purchase fruit trees from the producers.

Forestry has traditionally been a function of central and local governments, and has usually employed trained foresters to operate nurseries to meet their needs. In this respect, the private nurseries may be

in direct competition with the FIRC, but under the circumstances whereby government payrolls are being trimmed, privatization may well be the best solution.

Early emphasis on technical aspects of demonstrating improvements in soil fertility have not been proven with chemical testing. Project reports do not show nor emphasize either the nature of baseline soil fertility data nor the positive impact of the improved cultural techniques, on the basis of monitoring a few chemical parameters. However, yield increases as a proxy for improved soil chemical balance have been accepted as consistent and unambiguous over several years. Unfortunately, selection of monitoring sites was probably not done consistently on a random basis, and any systematic selection of research and/or demonstration sites would be pre-disposed to biased results.

CARE or another organization should, at some future date, conduct a benefit/cost analysis of the improved techniques as a way to validate the methodology.

Commentary

Measures of soil fertility are conducted in ASAP headquarters with a small field test kit. Nitrogen, phosphorous, potassium and pH are the only chemical parameters evaluated. In principle, at least two samples per selected plot and two plots per site have been taken per year for the past three years. Results have indicated that there is an increase in fertility by using improved methods of cultivation under ASAP, but the sampling methodology itself is subject to question. The two soil samples per plot, in some cases, have been mixed to form a composite, and the composite samples have been recorded on a year-to-year basis. Unfortunately, it appears that the composite samples have been composed of soil taken from ground with the traditional practices and composited with soil where improved practices have been implemented. The melange of soil fertility characteristics would seem to be the median values of both systems, rather than a comparison of the practices. In other cases, it was explained to the Evaluation Team, the composite came from a mixture of soil from one treatment with green manure, and the other from green manure + chemical fertilizer. Nothing was said about soil samples under traditional cropping practices.

In yet another site situation, it was reported that only one sample was taken from the plot with traditional techniques, and one from each plot with various levels of improved techniques. Statistical reliability cannot be attained with such limited sampling. One indicator of apparent fertility has been the difference in yield between/among plots where traditional practices have been compared with improved practices. Yield as a proxy for fertility status indicates that the improved practices lead to bigger harvests, however, when relatively nutrient and/or soil moisture poor plots are chosen to demonstrate the traditional practice; and relatively nutrient and/or soil moisture rich sites are chosen to represent yields from improved techniques, it leads to skewed results. Such was the case in at least three consecutive parcels where yield is monitored and where soil samples had been taken on an annual basis.